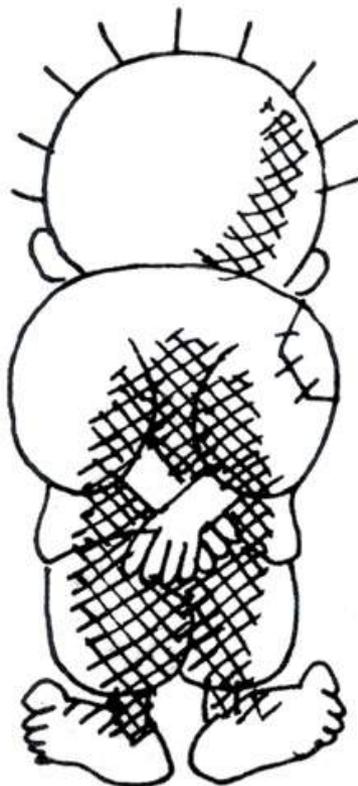


# PALESTINE, ÉDUICATIONS ET RÉSISTANCES



*Par le groupe international  
des CEMEA Pays de la Loire*

**CEMEA**  
Pays de la Loire

# SOMMAIRE

<b>Introduction</b>	<b>Page 2</b>
<b>Témoignages</b>	<b>Page 4</b>
Jérusalem	Page 5
Processus colonial à Bethléem	Page 8
Hébron	Page 11
Le Comité populaire du camp de réfugiés de Deisheh	Page 15
Jeunesse dans un camp	Page 20
Témoignage de martyrs	Page 23
Faire de la Palestine une prison. Etat de faits.	Page 27
La prison, les prisonniers...	Page 28
Une maison pour un frère	Page 30
Difficultés d'accès aux soins	Page 31
AZMOUT et féminisme	Page 32
<b>Le contexte de la Palestine</b>	<b>Page 36</b>
L'histoire du conflit israëlo-palestinien commence en Europe	Page 36
Israël et la Nakba	Page 41
Michel Warschawski présente le processus colonial de l'Etat d'Israël	Page 43
Arabe israëlien ou palestinien d'Israël	Page 49
<b>Les CEMEA, international et Palestine</b>	<b>Page 52</b>
L'éducation est politique	Page 52
L'éducation nouvelle, quelques principes fondamentaux	Page 52
Les CEMEA et l'international	Page 54
Les CEMEA et la Palestine	Page 58
<b>Partenaires</b>	<b>Page 62</b>
Centre Al Phoenix	Page 63
Centre Darna	Page 65
AIC	Page 66
Génération Palestine	Page 67
Plateforme des ONG françaises pour la Palestine	Page 70
Glossaire	Page 73

Avec le soutien (éditions, délégations...) du  
Conseil Régional Pays de la Loire



# Introduction

Nous vivons dans un monde global où chaque jour, il devient plus difficile de s'affirmer « citoyen » ; complexe en effet que d'agir, réfléchir et d'analyser pour transformer le quotidien. En tant que militant d'un mouvement d'éducation nouvelle – les CEMEA, nous avons aussi besoin, aujourd'hui comme par le passé, de résister. Résister ici et là bas, pour que la société ne soit pas que économique, résister aussi et surtout pour que l'éducation soit accessible à toutes et à tous, y compris en Palestine. Parce que éduquer c'est résister.

Partir en Palestine, parcourir Israël est important pour découvrir, pour comprendre la situation réelle et concrète. Que faire à notre retour, comment agir sur notre environnement pour que le décalage entre les médias occidentaux et les réalités du territoire se comblent progressivement, se diffusent ?

Rendre audible la parole d'une population opprimée par la colonisation depuis plus de 60 ans et depuis plus de 40 ans par l'occupation est notre volonté, notre acte de résistance collective. L'occupation israélienne continue de paralyser le système éducatif palestinien. Fermeture ou destruction des écoles, arrestation des professeurs ou des enfants, difficulté de circulation, mur, checkpoints... A Hebron, les écoliers de la vieille ville font face à l'hostilité constante des colons israéliens, présents illégalement sur cette partie du territoire...

Ainsi, témoigner pour agir sur notre environnement proche, c'est notre engagement. Faire partager nos questionnements, nos ressentis et nos rencontres est une manière de s'associer avec eux, de co-écrire une partie de leur histoire. Se rencontrer, témoigner pour mieux connaître et faire connaître nos histoires, nos réalités respectives s'inscrit dans notre militance.

L'ailleurs, rencontrer l'altérité est l'un des fondements de notre association d'Education Populaire, inscrite dans des réalités de coopération internationale depuis de nombreuses années. C'est dans le cadre de ce projet d'ici et de l'ailleurs que nous commencerons cet ouvrage.

Notre second chapitre est consacré à l'approche historique de la naissance du conflit Israëlo-palestinien, un texte spécifique présentera la

Nakba (« catastrophe » en arabe). La suite de ce chapitre est consacré au contexte international actuel et à l'étude du processus colonial en cours présenté par l'analyse de Michel Warschawski, appuyé d'un texte sur les appellations « arabes israéliens » et « palestiniens d'Israël ». Mais le livre débute par des témoignages rapportés par des militants des CEMEA au cours de leurs différents séjours ainsi que des témoignages directs de leurs rencontres, visites et impressions. L'ensemble de ces textes présentent des notions telles que les martyrs, les prisonniers, le processus colonial dans la région de Bethléem, la situation des femmes... par l'intermédiaire de témoignages. Notre quatrième et dernier chapitre fait état de nos partenaires et nos réseaux en France et en Palestine (Centre Al Phoenix, le Centre Darna, AIC...) sans qui l'ensemble de ces actions, de ce livre n'aurait pu voir le jour, sans qui notre approche n'aurait que peu de fondements.

Un livre pour dépasser le vécu, qu'il se fasse par l'intermédiaire de l'écrit, du son ou de l'image. Un livre pour aider à comprendre en toute conscience, comprendre pour être en capacité d'agir avec discernement et engagement : Ce sont bien des objectifs que devraient avoir tout mouvement d'Education Populaire. L'organisation de ces délégations, de ces rencontres, de ces actions est une contribution nécessaire. Laisser trace de ces rencontres devient alors naturel.

Loin des enjeux des États et de leurs médias, cet écrit réalisé avec humilité et conviction possède la force de l'engagement militant, celui qui sans juger l'autre, agit. Agir pour permettre l'expression de celles et ceux qui n'ont que trop rarement la parole. Par cet écrit, et à notre niveau, nous avons souhaité participer à la transformation des regards qui peuvent être portés sur la situation Israëlo-palestinienne. Loin des regards biaisés par les enjeux, cet écrit parle du réel, du quotidien et de projets citoyens. Nous avons voulu aussi montrer comment un mouvement d'éducation pouvait s'engager dans tel conflit.

### **Le Groupe International des CEMEA Pays de la Loire.**

Ont contribué à cet ouvrage *Aline Nux, Anne Claire Devoge, Frédéric Pichard, Jb Rouxel, Manue Manceau, Mohammed Asmar, Olivia Gault, Pascale Guichet, Pauline Lebot, Régis Balry.*

# Témoignages

Il s'agit ici de témoignages de militants des CEMEA, inscrits dans la réflexion, l'agir dans l'éducation, l'agir dans la solidarité. Ces témoignages s'inscrivent dans la relation de chacune des rencontres, toutes singulières. Rencontres des témoins de cette réalité rencontrée en Cisjordanie lors de nos délégations. Ainsi leur parole est ici « rapportée » très souvent avec la volonté qui est la leur que nous en fassions « quelque chose », que nous soyons des « transmetteurs » du dire et de ce que nous avons observé.

Du Nord jusqu'au Sud, de Jenine à Hébron en passant par le nouveau Askar, camp de réfugiés proche de Naplouse, le camp de réfugiés de Deisheh proche de Bethléem, ces témoins sont autant de récits, d'histoires de vies, parfois saisissants, dramatiques. Ils racontent les réalités quotidiennes de la population palestinienne en Cisjordanie.

Partir en étant préparé au départ, revenir en faisant « quelque chose », telle est l'illustration de notre démarche en organisant ces délégations sur place. Ces quelques années nous ont permis de saisir l'importance de la préparation, des espaces de paroles pendant, de la préparation au retour, de la prise de recul et des espaces de paroles une fois revenu. L'espace de parole permet à la fois de poser ses émotions, ses ressentis, ses douleurs, de les partager, de les expliciter, de mieux les gérer. Cela permet aussi de prendre de la distance sur ses propres émotions parce qu'il est nécessaire de construire une analyse politique et sociale dégagée de celle-ci. Le fascisme, racisme se sont construits ainsi : par des réponses émotionnelles à nos propres peurs. L'émotion peut empêcher la raison de guider la construction de notre pensée. Il convient donc à la fois d'écouter.

Les acteurs de ces délégations ont besoin d'espaces, de sas nécessaires, d'une écoute. Nous avons à ce titre pu inscrire les outils de la démarche/pédagogie institutionnelle pour les travailler. cela peut même contribuer à une forme de survie. Il convient d'entendre la souffrance, l'horreur vécue. Mais il convient aussi de prendre du recul, de ne pas s'enfermer dans la stricte émotion.

Nous avons ainsi tenté de construire les outils pour prendre du recul et construire une analyse politique, sociale et éducative de la situation. Et

ces témoignages y contribuent.

## Jérusalem

La délégation des CEMEA retrouve Mahmoud porte de Damas, l'une des entrées les plus mythiques de la vieille ville de Jérusalem. Il nous accompagne pour une visite de la vieille ville.. Nous passons par une brève présentation historique et il nous entraîne dans son quartier. Trente cinq familles africaines habitent là juste à l'entrée de la mosquée Al Aqsua : les africains sont venus comme avant garde des forces armées, ce qui légitime le fait qu'ils soient très respectés.

Jérusalem est en effet découpée en plusieurs zones. Au bout de la rue, l'entrée de la Mosquée se fait par un checkpoint et celle-ci est réservée aux musulmans. Le quartier Afro-musulman est là de chaque coté de la rue. Des hauts murs desquels les palestiniens jetaient les pierres lors des Intifadas sur l'armée. Un goulet d'étranglement...

Mahmoud nous explique que nous allons rencontrer Ali. Ali est un militant du Front Populaire de Libération de la Palestine. Il parle français, il l'a appris à l'école des frères ici à Jérusalem. Il a fait 17 ans de prison (condamné à 20 ans de prison pour avoir posé une bombe à Jérusalem Ouest, Ali à été libéré dans un échange de prisonnier en 1985). De sa participation à la résistance armée, Ali explique : *« la bombe posée était une réponse aux nombreux bombardements qu'il y avait eu à l'époque sur Gaza et que cela avait pour objectif d'envoyer un message d'alerte aux dirigeants Israéliens que si ils continuaient dans cette voie, ils en subiraient les conséquences »*. Ali ajoute qu'il a *« cessé de poser des bombes car celles-ci ne font pas la distinction entre les Israéliens qui se battent pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien et ceux qui agissent pour la colonisation »*. Il vit là, avec sa famille. Il nous reçoit dans une petite pièce, nous ajoutons des sièges, la télévision est allumée. Il a cinq enfants. Il nous parle de son combat, de sa vie, de ses peurs. Je retiendrais celle où il nous parle de sa fille qui le 25 octobre 2009 a rejoint les manifestants à la Mosquée (symbole national pour les palestiniens). Il y a en effet beaucoup de provocation aujourd'hui, celles-ci sont quotidiennes. Il nous dit son impuissance à la retenir à la maison, et aussi celle à l'encourager, nous expliquant que la vie qu'ils ont ici est *« impossible »*.

Les jeunes, les enfants sont contrôlés en permanence. L'angoisse des papiers s'illustre quand il nous dit, « si il vous arrive quelque que chose vous avez deux secondes pour sortir de votre maison, qu'emmèneriez vous ? - Nous posons plusieurs hypothèses. - Ici c'est les papiers! Le matin, je ne dis pas bonjour à ma femme, je dis « où sont mes papiers ? ».

Il nous raconte le retour de sa fille il y a quelques semaines avec le coude cassé par les soldats israéliens. « Je veux voir grandir mes enfants comme tout le monde. Je ne veux pas qu'ils deviennent des kamikazes. Ils sont pourtant victimes de l'occupation. Pour les enfants Israéliens ou Palestiniens, ce n'est pas bon. Leur génération est totalement violente dans les deux cas. La désespérance est très dangereuse ».

« Il ne faut pas arrêter la lutte vis à vis des soldats et des colons. C'est très important. Il faut que vous fassiez la lutte là- bas chez vous. C'est le moment de soutenir la cause, simplement, sinon tout le monde va souffrir de ça. Quelle est la solution ? Pour les deux peuples, c'est d'avoir un seul état binational mais aujourd'hui c'est une solution totalement utopique. Car le problème viendrait de la nature de cet état : raciste et colonialiste. Cette conception est aujourd'hui minoritaire.

Les palestiniens sont divisés. La situation d'Abou Mazen est délicate : qu'est-ce qu'une autorité palestinienne sous l'occupation israélienne ? Et la situation des européens n'est pas claire : ils ont poussé à des élections démocratiques. Celles-ci ont eu lieu et ils ont boycotté! C'est une rupture démocratique parce que si on fait à nouveau des élections et que le Hamas gagne. Que se passera t-il ? N'oubliez pas, témoignez, il n'y a pas d'autre solution que de dénoncer ce processus colonial et de permettre au peuple palestinien d'avoir leur Etat. »

Nous quittons Ali pour nous rendre à la limite entre le quartier arabe et le quartier juif. Il veut nous faire mesurer le processus de colonisation à l'œuvre ici dans Jérusalem.

Nous arrivons dans une courette, il nous explique que le processus consiste à coloniser des maisons ou des terres, soit pour des raisons de sécurité (exemple pour construire le Mur, Israël récupère des terrains) soit pour des raisons religieuses. Une maison a ainsi été colonisée parce qu'un couple arabo/juif vivait là. La femme Juive avait installé une synagogue dans ce lieu. Et ainsi ils ont pu la coloniser parce que ce lieu

était devenu sacré...

Ici dans cette cour et dans l'impasse juste derrière, les Israéliens ont installé il y a peu de temps un « *petit mur des lamentations pour les femmes* ». Dans le mur en effet, on trouve des papiers pliés. Et des barrières de sécurité sont installées pour protéger et canaliser ces croyants. Derrière ce mur se trouve le quartier juif et à proximité le mur des lamentations.

Derrière cette cour, vivent cinq familles arabes, sans aucun doute en voie d'expulsion. Car ce « petit mur » si fréquenté, et donc sacré (!) doit accueillir aussi des toilettes publiques et des salles de prières. Mahmoud, nous entraîne alors vers le fond de la cour et nous découvrons ces maisons qui abritent ces familles. Un vrai piège, pas d'issue de secours. Rien n'est sûr ? Mahmoud explique alors le processus : les soldats, les policiers arrivent dans ce cas là à 150, bloquent tout le quartier et expulsent les familles en question. A nos questions, comment résister, il témoigne d'une famille qui dernièrement a campé ainsi devant sa maison. Mais ils sont revenus quand les choses se sont tassées et que le soutien international et médiatique s'est lassé. Il n'y avait plus rien à faire...

Ces familles expulsées n'ont plus de droit, plus de raison d'habiter là, plus d'accès à rien... Déjà quand une famille arabe vit dans Jérusalem, elle ne peut sortir de la ville (elle a des papiers spéciaux vert ou bleu), elle ne peut s'installer ailleurs. Ici pas de succession possible, un arabe qui quitte sa maison sait que celle-ci sera irrémédiablement colonisée dans la foulée (cf loi des absents qui en cas d'absence d'une personne dans une maison palestinienne pendant quelques heures permet à l'Etat d'Israël d'annexer cette maison).

Mahmoud nous entraîne au Mur des lamentations, par le quartier juif. « *Avant le mur des lamentations était une petite place, ils ont détruits et expulsé tout un quartier de juifs marocains pour avoir une grande place pour le mur des lamentations.* » Le contraste est saisissant, humiliant, les ruelles sont larges, plus propres. Tous payent les mêmes taxes, mais les Palestiniens n'ont pas accès, entre autres, aux services de nettoyages et de traitements des déchets de la municipalité de Jérusalem. Tout est retapé, avec des bancs, de la verdure. Le Mur des lamentations est là en bas. Un Mur pour se lamenter...

*Anne Claire Devoge et Frédéric Pichard*

## Processus colonial à Bethléem

On est revenu ce matin au camp de Deisheh a Bethléem au centre Al phoenix. Parti de Jérusalem vers 13h, nous sommes arrivés une heure plus tard après avoir pris un petit bus, traversés à pied le chekpoint de Gilo et enfin trouvé un taxi. Une heure pour une distance de 5km à vol d oiseau, soit une heure au lieu de 15 min, sans mur.

Le taxi nous a déposé à 200m du centre qui n'était pas accessible car les canalisations d'eau étaient en train d'être refaite. Arrivé au centre, salutations et embrassades avec Naji Owdah, directeur du centre Al Phoenix.

Nous sommes en discussion avec d'autres personnes sur la finalisation d'un travail sur les droits des enfants, avec l'écriture d'une charte sur laquelle les centres enfance jeunesse de Palestine pourront s'engager.

Arrive la question du programme de notre séjour à Deisheh. D'un commun accord, nous partons faire un tour « in situ » de la colonisation de Bethléem.

Sur le bord des routes traînent des poubelles et divers déchets qui s'accumulent depuis plus de quinze jours, depuis le début de la grève du personnel de l'UNRWA (United Nation for Réfugiées and War Apatrid). Cela fait en effet plus de deux semaines que les écoles, les éboueurs, les cliniques, les ambulances, ... des différents camps de réfugiés de Cisjordanie et de Gaza sont fermés. Les revendications sont salariales : ils demandent le même niveau de rémunération que les internationaux employés par l'UNRWA et qui font le même travail. Pour une partie d'entre eux c'est une lutte plus générale contre l'iniquité de ce système qui débloque des fonds pour construire des écoles pour des milieux favorisés mais ne trouve pas les fonds nécessaires pour assurer par exemple les soins des réfugiés (Pour exemple, il n'y a qu'un seul docteur et une clinique pour les 13 000 personnes du camp de Deisheh).

Dans le taxi, Naji nous montre les colonies qui poussent sur les collines environnantes de Bethléem. On aperçoit à gauche le mur de séparation, les tours et les bases militaires. Le taxi s'arrête en flanc de montagne dans la périphérie de Bethléem, nous sortons pour entrer dans un cimetière de martyrs. Ce lieu a été ouvert pour accueillir les victimes de la colonisation (de 13 à 75 ans), et y sont enterrés des combattants mais aussi des personnes dont les causes de décès sont liés a la colonisation (manque de soin, intervention impossible à cause de couvre feu ou des

murs et des check points qui interdisent le passage des ambulances, destruction de bâtiments...). Ce cimetière a été ouvert pour les martyrs car le mur de l'apartheid et une base militaire ont été construits près du cimetière principal ; l'accès au cimetière pour les palestiniens est donc limité et les enterrements de martyrs réprimandés. Dans le cimetière ont été replantés des oliviers. Ces oliviers avaient été coupés par l'armée israélienne puis déracinés. Ils seront replantés par les palestiniens. A côté des tombes, des fosses demeurent vides, elles symbolisent l'attente de certaines familles dont le corps d'un des membres décédé en prison n'a toujours pas été rendu.

Nous sortons du cimetière et remontons dans la voiture. Assis tous les trois à l'arrière, on en mène pas large, et Naji non plus. Le chauffeur de taxi lui parle en arabe, ils rient puis la voiture continue son chemin.

Sur notre gauche, une vallée au fond de laquelle on aperçoit une mosquée et des champs. Naji nous parle de son enfance dans les années 60 ou deux fois par jour il descendait cette pente pour remplir des récipients d'eau et les ramener au camp. A cette époque, il n'avait pas d'eau courante, ni d'électricité. En guise de logement, les réfugiés du camp habitaient en famille dans des cabanes en béton, d'une pièce, que l'ONU venait de construire pour remplacer les tentes. Aujourd'hui, la source d'eau a été détournée, les habitants du camp ont accès à l'eau une demi-heure par jour, tandis que les colonies environnantes bénéficient d'une utilisation illimitée.

Parfois l'eau est coupée pour une partie du camp pendant un période pouvant aller jusqu'à 40 jours. Plus loin sur la route, nous dépassons les trois réserves d'eau historiques de la région : toutes les trois sont vides et entourées de grillage pour que les enfants ne tombent pas dedans en jouant près de ces vestiges du passé. L'eau qui les alimentait a été détournée par et pour les colonies.

Nous arrivons dans un village au sud-ouest de Bethléem, passons un check point qui a été ouvert cette année, suite à l'intervention américaine. Quelques pas sur un chemin de terre, on observe les alentours. Une entreprise détruite, des murs à droite et à gauche, une base militaire et une route avec un trait jaune, symbole des routes de colons. Celle-ci peut être utilisée par les palestiniens car il n'y a pas de route secondaire pour eux (un peu plus loin ça ne sera pas le cas et on pourra voir deux routes

parallèles : une en terre, une en béton, une avec chek point et une sans...) Les palestiniens qui utilisent cette route peuvent être sanctionnés, par une contravention ou de la prison voire les deux. On différencie les voitures des palestiniens et celles des colons par la plaque d'immatriculation, verte pour les premiers et jaunes pour les seconds). On reprend la voiture et partons en marche arrière jusqu'à la route jaune (a priori le chauffeur de taxi préfère ne pas la prendre). A l'entrée de la route, un panneau indique : vous entrez en zone A, les israéliens ne sont pas autorisés sur cette zone. Le territoire est en effet répartie en 3 zones A, B et C. Sourires ! Cela fait penser aux militaires et policiers palestiniens qui tiennent un chek point à l'entrée de la ville, posent des amendes et rentrent chez eux le soir en sachant que la nuit ne leur appartient pas.

Par exemple la nuit dernière, des militaires israéliens sont entrés dans le camp de Deisheh pour « arrêter » une personne (la semaine passée aussi, sur Naplouse). Il n y a pas de zone A, B ou C mais un territoire occupé.

Nous poursuivons notre tour en traversant le village et en remarquant qu'il est coupé en plusieurs morceaux par le mur et que des militaires ont délogés des familles pour y installer une base. Plus loin, nous faisons une pause sur un autre versant de colline. Derrière nous, une nouvelle route de colon se construit. Que va-t-il advenir des personnes qui habitent entre cette route et la colonie située en haut de la montagne ?

Les routes, comme le mur font partie de la stratégie de colonisation sioniste. Quand un mur est construit, une distance de sécurité est imposée. S'il y a une maison, une école ou un champ, ils seront sans doute détruits, fortement restreint ou interdit. On passera par la suite devant une école qui ne peut pas être rénovée, devant des champs pour lesquels les agriculteurs qui les possèdent doivent demander une autorisation avant d'y accéder pour les cultiver (tout en sachant que leurs récoltes pourront être volées par les colons). Devant nous, nous voyons deux jeunes descendre la montagne, puis monter celle d'en face, ils veulent essayer de rejoindre Jérusalem. Pour cela, il leur faudra feinter le chemin de garde de la colonie, traverser cette dernière et franchir 3 lignes de grillages dont une électrifiée (forme que prend le mur en zone rurale). Le tour se termine et nous croisons sur la route des personnes qui transportent un olivier coupé et déraciné pour le replanter ailleurs et un

peu plus loin une maison détruite. Sur le chemin du retour, les poumons remplis de goudron et le cerveau bien plein, Naji nous montre « un chek point comme chez vous », c'est un chek point qui ressemble a un péage d'autoroute ! Mais ici, la fouille du véhicule ainsi que les contrôles d'identité nous rappelle la réalité quotidienne des Palestiniens.

*Jean Baptiste Rouxel*

## Hébron

Départ pour Hébron, nous allons à la rencontre d'Hashem Al Azzeh qui nous accueille pour nous faire visiter la vieille ville. C'est un militant non violent des droits de l'homme qui habite dans la partie colonisée de la vieille ville.



Il nous accueille à l'entrée de la vieille ville et explique que les pavés de ciment à l'entrée de la rue sont là pour séparer la zone palestinienne et israélienne. Un check point barre l'accès à la vieille ville, il nous demande si nous avons bien tous nos passeports. Petit stress, l'un d'entre nous l'a laissé dans le bus. Nous téléphonons au bus qui fait demi-tour.

Nous nous dirigeons après cet intermède vers la vieille ville et nous passons le poste de garde. Derrière, c'est des images que je connais, que

je redécouvre en situation, celle de la guerre, du ghetto. La rue que nous traversons est commerçante mais tous les magasins ont été fermés et les portes en fer verte sont scellées. Quelques maisons sont encore habitées par les palestiniens : à travers les balcons calfeutrés nous apercevons quelques traces de vie. Habitent dans ce quartier d'Hebron, 49 familles (une cinquième vient de partir récemment). Dans cette partie de ville, pas de commerces, pas de services qui fonctionnent. Le seul encore maintenu ouvert grâce à une organisation des familles résidentes et les volontaires internationaux, c'est l'école.

Hashem nous propose de nous rendre compte en prenant le chemin des écoliers. Il raconte le quotidien fait d'acte de guerre et de résistances. Le chemin passe sur la colline, il est réservé au passage des enfants palestiniens qui vont à l'école. Au dessus, la maison qui surplombe, a été transformé en chek point même si aujourd'hui il n'est plus en activité. Sur le long du chemin, Hashem raconte l'histoire de cette autre école que nous découvrons un peu plus bas, hier Palestinienne aujourd'hui colonisée. C'est le cas des immeubles de la rue qui se trouvent juste en dessous. Cette rue était la rue la plus commerçante d'Hebron connue pour son activité économique riche. Il raconte aussi comment ils ont dû défendre l'école pour qu'elle puisse encore aujourd'hui accueillir la centaine d'élève : bombardée, envahie, défendue régulièrement. Sur le chemin, les enfants et les familles se font régulièrement insulter, caillasser par les enfants des colons ; car si ce chemin peut être emprunté par les palestiniens, il l'est aussi par les colons juifs. La rue plus bas est quant à elle réservée aux colons juifs et les palestiniens n'y ont pas accès. Plus tard, chez lui, il nous montrera une vidéo de ce chemin des écoliers dont je joins le lien ici : <http://www.toguna.fr/blog/index.php?2006/11/19/25-film-attack-cordoba-school-hebron>

Il nous entraîne vers le chemin derrière l'école : une maison est en partie brûlée. Le chemin qui est un cul de sac, donne vers un no man's land. Sur une porte de maison, nous découvrons un tag éloquent ! A la bombe noire, quelqu'un a écrit "Gas the arabs !" et c'est signé LDJ (Ligue de Défense Juives). Nous nous interrogeons du regard, le parallèle est bien présent entre l'holocauste subit par les uns et cette inscription encore récente.



Hashem explique, il est calme et posé, fait des haltes,

répond à nos questions. Il nous ramène à notre point de départ pour nous inviter chez lui. Le président de la LDJ est son voisin. Il le connaît très bien et subit ses travers régulièrement. Il nous le fait constater de visu.

D'abord, le chemin d'accès à sa maison tel qu'il lui permettait d'accéder à celle-ci avant, n'existe plus. Il nous entraîne vers le haut de cette rue. Les soldats sont là, au nouveau poste de garde. Sa rue est maintenant une zone israélienne qui bien sur lui est interdite. Il a du trouver un autre chemin par les jardins et les chemins de la zone arrière. Nous passons par un sentier et une brèche dans un mur, permettant d'accéder à sa maison entourée de son jardin. Une partie de son jardin est séparée en deux, il y a ses oliviers sur l'une des parcelles : un escalier a été installé par les colons juifs qui habitent juste au dessus et qui se sont accaparés son jardin. Hashem s'est défendu et a obtenu du tribunal la possibilité de cueillir ses olives. Mais dans les faits, ça s'est avéré impossible ! Il a fait appel aux militants de Bet selem pour l'aider ce qui a déclenché une intervention musclée (là aussi, il nous montrera le film : <http://www.youtube.com/watch?v=JMA3baJa6tg> )

Nous bifurquons sur la gauche pour aller vers sa maison. Le message passe à la file indienne que nous formons qu'il ne faut pas toucher aux grappes de raisins qui font un joli treillage au dessus de nos têtes : les colons juifs les ont empoisonné ! Il faut ensuite faire attention au fil barbelé, passer en dessous et nous voilà dans ce qui reste de son jardin : les arbres ont été coupé à leur base, une machine à laver est échouée et les ordures s'ammoncellent sur la pente. Au dessus, la maison du président de la LDJ, son voisin. La situation est la résultante des nombreux délits effectués par les juifs, les colons idéologiques habitants la rue juste au dessus. Comment supporter cette situation ? Hashem nous dit avoir tenté tout les possibles et toutes les voies légales ; à plusieurs reprises le dialogue avec aussi la présence des militants des droits de l'homme ; ca n'a pas évité les menaces de morts sur lui et sa famille.

Nous rentrons dans sa demeure par l'arrière de la maison. Il nous propose le déjeuner, le thé. Sa femme et ses enfants se sont occupés des préparatifs pour nous accueillir. Il nous installe dans le salon pour nous permettre de visionner des films. Et nous découvrons aux murs les dessins réalisés par sa femme. Nous n'avons plus de mots pour exprimer l'horreur de la situation. Silence, on tourne. Les films choisis illustrent ce qu'il a tenté de nous décrire.

[http://www.dailymotion.com/video/x8ighg\\_le-cauchemar-dyhebron-dans-la-pales\\_webcam](http://www.dailymotion.com/video/x8ighg_le-cauchemar-dyhebron-dans-la-pales_webcam)

Nous repartons pour l'autre coté de la ville. Hashem nous explique que la ligne peinte en rouge au sol à 100 mètres du poste de contrôle est là pour signifier un temps d'arrêt aux palestiniens. Certaines fois, ils faisaient la queue à cet endroit là pour le passage du poste israélien. Il nous raconte, qu'il a dû passer et attendre avec le corps de son père qui venait de décéder. Il raconte l'humiliation d'attendre, puis de passer le corps, le soldat qui refait la manœuvre car le détecteur à métaux à sonné. L'attente, puis un second contrôle, la fouille du corps. Et enfin, le passage du corps, après que le soldat eut trouvé la montre qui faisait sonner le détecteur, une fois détruite et le poignet du défunt avec, le corps a pu se rendre vers sa dernière demeure en dehors de ces murs.

Nous contourmons la zone israélienne avant d'entrer dans une autre partie

de la vieille ville. Le décor est un peu différent et tout aussi glauque malheureusement. Sur la ligne de démarcation des deux quartiers en dehors des points de contrôle en hauteur que nous repérons tous les 100 mètres, des grillages de protection sont apposés au ciel de la rue : ceux-ci ont été posés par les militants des droits de l'homme parce que les israéliens habitants au dessus de la rue dans sa partie droite, jettent leurs débris, leurs excréments ! Ces grilles représentent une protection bien nécessaire et l'enfer de la prison. Les parties de la rue qui ne sont plus accessibles pour des raisons de sécurité, sont des zones de décharge.

La ville est pourtant belle avec ses maisons en pierres ocre. Les habitants sont organisés contre l'oppression. Tous les jeudis Hashem et d'autres personnes vont soutenir une famille isolée, dernière maison non encore colonisée sur l'axe de la grande rue. Sur la placette, dessous les check points, ils ont aménagé un espace où ils se retrouvent, chantent, et les enfants peuvent jouer. Ils se réunissent ainsi une fois par semaine. Nous marchons dans les rues. Deux boutiques sont ouvertes, elles vendent des tissus, des keffieh, des tapis. Nous nous arrêtons, on nous offre le thé. Plus loin, nous grimpons sur les toits : nouveau poste de contrôle et vue plongeante sur le marché, ou les juifs s'affairent puisque c'est la veille du Shabbat. Hashem se fait interpellé : il répond du tac au tac que ce qu'il fait n'est pas interdit, que c'est la loi qui le dit, qu'il a le droit de venir sur ce toit.

Sur le chemin du retour, un jeune est contrôlé par deux soldats israéliens. Nous passons lentement observant la scène. Un autre arrive en scooter. Hashem discrètement et fermement lui indique de faire demi tour. Il comprend et s'en retourne rapidement. Nous parlons : il me demande en anglais, si j'avais idée de « voir ce que j'ai vu ». Je lui réponds, « j'ai vu et je vais parler, témoigner ». Il me sourit. Émotions de lui dire au revoir au moment de retrouver le bus et de le laisser là derrière nous.

*Anne Claire Devoge*

## **Le Comité populaire du camp de réfugié de Deisheh témoignage de naji Owdah**

Naji : « On vous accueille aussi parce qu'on a des choses à dire. »

*Qui est dans le comité populaire de services et comment ça marche? Quel est le lien avec l'autorité palestinienne ?*

Naji : « C'est une question très importante. Je vais d'abord parler de moi pour répondre à cette question. Pendant la première Intifada tous les camps étaient organisés par les partis politiques qui discutaient ensemble pour trouver une solution aux problèmes que nous avons. Ça a duré comme ça jusqu'aux accords d'Oslo. Après ça les militants des camps de réfugiés se sont réunis pour réfléchir à ce qu'ils pouvaient faire s'il y avait un accord entre Israël et la Palestine et qui serait responsable des réfugiés dans les camps. On a commencé à faire des réunions à propos de ça. Comment peut-on faire quelque chose ? On a demandé à nos amis dans différents camps et finalement des militants ont dit d'accord si dans

un camp quelqu'un a une idée nous devons collecter toutes ces idées et les rassembler et faire des réunions publiques dans différents endroits Ramallah, Naplouse, Bethléem pour en parler. Ça a pris un an et demi.



Avant la première Intifada le comité populaire était un organe de résistance pas un organe de service social. On s'occupait de résistance et du réseau pour développer notre mouvement politique. Après on a changé le nom pour comité populaire de service. On a fait une conférence pour les camps de réfugiés pour le présenter et avoir les avis des gens dans les camps de réfugiés. Des comités populaires de service se sont donc mis en place dans les différents camps de réfugiés en Palestine mais aussi en Syrie en Jordanie, au Liban. »

*Qui est dans le comité populaire ? Comment les gens sont choisis ?*

Naji : « Ce ne sont pas des élections car on traite d'objets politiques, le risque serait que des personnes votent pour des raisons personnelles et pas sur des idées ; ce sont les partis politiques qui choisissent les

personnes au sein du Fatah, du FPLP de tous les partis qui existent dans le camp. Le nombre de personnes qui sont dans le comité populaire dépend du nombre de personnes qui habitent dans le camp. Ces personnes des différents partis se retrouvent donc à gérer des choses ensemble. À gaza c'est pareil, il y a aussi des comités populaires. Il y a une personne qui se rend à Ramallah ou ailleurs chaque mois pour rencontrer les représentants des autres camps de réfugiés.

Vous savez que les travailleurs de l'UNRWA en ce moment sont en grève. Ils ont le droit de grève, de se battre pour leurs droits. Nous supportons la grève, collectivement. Les camps de réfugiés soutiennent cette grève. C'est un combat important mais les services se sont donc arrêtés et les personnes du camp sont venues demander au comité populaire de prendre les choses en main.

Un des gros problèmes que nous avons aujourd'hui, de mon point de vue est la tournure politique que prend le comité populaire de services. Tout ce que j'explique c'est de mon point de vue. Je pense quitter le PCS pour des raisons personnelles, de temps mais aussi pour des raisons politiques, à cause des accords d'Oslo. Depuis les accords d'Oslo, j'ai commencé à faire du bruit pour lutter contres ces accords, parce qu'ils sont signés par Israël et l'OLP et non pas par l'autorité palestinienne. Je ne crois pas que l'OLP puisse guider les palestiniens. Après les accords d'Oslo, l'OLP a eu plus de pouvoir. J'ai décidé de quitter le PCS car je ne crois pas à l'OLP ni dans les partis politiques.

Nous sommes aujourd'hui face à plusieurs alternatives :

L'OLP qui a changé : avant elle était sur une dynamique de résistance, mais aujourd'hui elle parle de choses que les responsables appellent la paix, mais ça n'est pas la paix.

Le Fatah peut décider de ce qu'il veut et profite de cette position, les gens du Fatah ont commencé a recevoir des avantages et cherchent à les conserver. D'autres personnes ont voulu faire des choses, mais ils ont été mis sur une liste noire par les israéliens ainsi que par l'autorité palestinienne.

Nous cherchons une troisième voix pour sortir de l'OLP. Des discussions avec des communistes, des gens du Fatah qui ne sont pas à l'Autorité Palestinienne et des indépendants, des gens qui ne sont pas dans les

partis. L'Autorité Palestinienne a envoyé des espions dans le mouvement pour le détruire. On réfléchit à ce qu'on peut faire, de ces mauvaises conditions, surtout sur la sécurité c'est dangereux pour les gens. J'ai mon point de vue indépendant. Des gens veulent faire des choses sur cette troisième voix mais aujourd'hui c'est compliqué. »

*Quelle est l'influence du religieux et des mouvements islamistes ?*

Naji : « Dans les camps, durant la première Intifada les musulmans allaient à la mosquée tranquillement, surtout des vieux et quelques jeunes mais pas tellement.

Personnellement je me suis battu contre l'implantation des frères musulmans en 83-84. Ils allaient à la mosquée et ont commencé à donner des leçons plus que sur la religion, ils ont commencé à parler politique, ils ont essayé de construire le pouvoir et leur contrôle dans les camps de cette façon. Évidemment on s'est rendu compte de ça et on a essayé de faire quelque chose, à ce moment là les plus forts dans les camps étaient les marxistes. Mais dans notre société c'est difficile de se battre contre la religion sans créer de conflit. C'est dangereux de mêler la politique avec le religieux

On a commencé à discuter avec les frères musulmans, on était en désaccord, notamment sur ce qu'ils veulent construire dans le futur. Ils s'installent ici avec l'appui du Mossad, on sait ce qui s'est passé en Égypte avant. Les personnes venaient à la mosquée aussi pour parler de politique et commençaient à prendre plus de place ; on a finalement décidé de faire quelque chose pour les stopper.

Les israéliens sont alors venus dans les camps pour collecter les infos sur ce qui se passait. Ils ont suivis des personnes, pour la plupart des militants et ont instauré un couvre-feu pour attaquer les camps. Ça a été dur de prendre cette décision mais il fallait le faire, car même si nous allions questionner les frères musulmans sur leur projet, ceux-ci ne nous répondaient jamais. Les frères musulmans ont senti qu'il se passait quelque chose. Ils ont finalement été chercher des gens des villages en Palestine de 1948 pour que ceux-ci viennent les soutenir dans les camps. Ces gens des villages sont venus armés, la situation était folle. Les israéliens venaient la nuit arrêter des personnes. Les israéliens tiraient, les frères musulmans tiraient. Ils fallait faire ça vite. Nous avons donc décidé de réagir et, malgré le couvre feu, nous nous sommes déplacés et

avons été les attaquer dans les maisons et à la mosquée. Les personnes qui allaient à la mosquée ont arrêté d'y aller car ils sentaient qu'il se passait quelque chose qui allait au-delà de la religion. Les frères musulmans n'ont donc pas réussi à prendre le pouvoir.

Ça c'est passé ici à Deisheh mais n'est pas propre à Deisheh. Ce camp de réfugié est le plus fort c'est pour ça que ça s'est passé ici car si ce camp change de positionnement politique alors il sera plus facile de faire changer le autres.

Pour moi les Frères musulmans et le Hamas c'est la même chose. Ils en font partie et ont la même idéologie politique et religieuse. Le projet du Hamas sur la colonisation n'est pas clair : ce qu'ils veulent c'est un nouveau système qu'ils contrôlent. Le Hamas a pu participer aux élections par un rapprochement avec le Fatah et l'OLP. On n'accepte pas ça, je veux vivre en paix, dans une démocratie.

Il faut ré expliquer le contexte des élections : les populations souffraient depuis que le Fatah dirigeait. Personne n'a trouvé un parti fort, l'alternative devenait alors le Hamas. Même les chrétiens on voté pour le Hamas car ils souffraient.

Après ça, le ministère de l'éducation n'a pas pu travailler car le Hamas ne les laissait pas faire. Puis ils ont bloqué Gaza, et le Fatah a commencé à arrêter les gens du Hamas et du FPLP.

Maintenant le Hamas a le pouvoir à Gaza et le Fatah a le pouvoir en Cisjordanie, pour les petits partis il n'y a rien. A Gaza, les gens vivent dans le plus petit espace du monde.

On refuse le contrôle par la religion, jamais. Personne ne veut d'un état religieux et c'est pour ça que nous refusons un état juif, un état musulman ou un état chrétien. Les gens souffrent de la corruption du Fatah. Tout le monde a des idées : c'est ensemble qu'on trouvera des solutions, c'est un mouvement international. »

### *Quel réseau politique international ?*

Naji : « Mon point de vue est que le conflit n'est pas seulement en Palestine. La Palestine est un petit endroit dans le monde. Je suis palestinien donc je dois me battre pour la Palestine. Parce que je suis sous l'occupation je dois lutter contre l'occupation pour la libération des gens qui sont là depuis 62 ans maintenant.

Si la Palestine était libérée et l'occupation terminée je ne resterais pas en Palestine. Il y aura alors une lutte sociale, peut-être la démocratie, je ne sais pas. Je crois que le conflit n'est pas avec Israël mais contre le système capitaliste dans le monde et que le combat est contre la globalisation. Moi j'essaie de transférer la révolution partout dans le monde comme Trotsky. Je ne veux pas coopérer avec ceux qui croient qu'on peut faire la paix avec ce système.

## **Témoignage sur la vie et la situation de la jeunesse Palestinienne**

Je m'appelle Mohammed Naser Asmar, j'ai 21 ans, je suis né à Naplouse dans le camp de réfugiés d'Askar. C'était la fin de la première Intifada. Mon père était en prison et a été libéré six ans plus tard ; la raison de son emprisonnement était qu'il était palestinien et essayait comme de défendre son droit de vivre en liberté, en sécurité et en paix. A cause de la situation, ma famille a dû déménager plusieurs fois. Nous avons habité dans le nouveau puis dans l'ancien camp d'Askar qui est seulement à deux Kilomètres.

La vie quotidienne en Palestine est difficile et la souffrance que vivent les Palestiniens est bien réelle. Par exemple, pour aller à l'école il faut marcher au moins 1 kilomètre dans la chaleur et sous la Pluie. La route que les enfants empruntent est dangereuse car elle est sur le chemin de la colonie "Alone Moreh" ; beaucoup d'enfants Palestiniens ont été tués par les soldats et les colons Israéliens. Quand la seconde Intifada a eu lieu j'avais 14 ans. Les Israéliens ont attaqué toutes les villes Palestiniennes et aussi le camp d'Askar en 2002. J'étais avec ma famille à la maison et étais responsable de ma famille car mon père n'était pas avec nous. Pendant qu'il était parti visiter mon grand père les Israéliens ont envahi le camp. Durant 21 jours nous ne savions pas si mon père était vivant ou mort, il n'y avait ni électricité, ni eau, ni communication avec le monde extérieur. Après ces 21 jours de couvre-feu les Israéliens ont enfin permis aux Palestiniens de sortir de chez eux pour 2 heures. Nous attendions que mon père revienne à la maison. Mon père est enfin revenu, depuis 21 jours, il était chez mon grand père, sans nouvelles et inquiet pour nous.

27 jours après la fin de l'invasion, j'ai été blessé par une explosion d'une mine que les israéliens avaient posée dans un petit stade de football à

côté de la maison. Quand celle-ci a explosé j'étais avec mon petit frère de 8 ans et quelques amis. Je n'ai pas pu aller à l'école pendant un mois et demi à cause de ma blessure, mais le pire fut la démolition de notre petite maison.

Vers 2 heures de matin les israéliens sont venus avec leurs Jeeps et ont sorti tout les habitants de l'immeuble de leurs appartements. Ils disaient qu'il y avait un « Palestinien recherché ». Tout le monde a été réveillé et est sorti de sa maison, puis les soldats sont entrés dans l'immeuble pour chercher cette personne mais ils ne l'ont pas trouvé. Ils ont quand même décidé de bombarder l'immeuble, au cas où la personne y serait caché et afin qu'elle n'en sorte pas vivante. Nous avons fini sans maison alors les gens nous ont aidé à trouver un endroit pour dormir jusqu'à ce qu'on trouve une maison.

Ce qui a été le plus difficile pour nous, c'est que ma sœur avait des examens à l'université. Nous avons peur que cette situation affecte négativement ses études et avons été surpris qu'elle ait réussi à obtenir un taux de 77% de réussite. En général cette période fut très difficile pour moi, pour mes frères et sœurs. Mes parents avaient très peur qu'on ait des problèmes psychologiques suite à tout ce que l'on avait vu et vécu. Mais avec l'aide de ma sœur, ma mère et mon père nous avons réussi à surmonter ces problèmes là.

A propos de ma vie dans le milieu associatif et le travail social...

Après cela, j'ai commencé à chercher à faire quelque chose pour mon pays, ma société et les enfants ; j'avais à cette époque 16 ans et je suis allé avec des ami au centre de développement social à Askar. J'y ai rencontré d'autres amis qui étaient venus pour la même raison. Nous avons commencé notre travail bénévole dans un groupe de danse Palestinienne (Dabka) et avons appris cette danse mais aussi à fait des spectacles. Un an plus tard, l'entraîneur du groupe a du arrêter son travail au centre. Le directeur du centre monsieur Amjad Rfaie m'a dit qu'on devait continuer le groupe de danse parce que c'était très un très bon travail, il m'a donc proposé de prendre la place d'entraîneur. J'avais très peur mais j'ai accepté parce que je voulais que le groupe continue le travail. Nous commençons un travail avec des enfants ayant des problèmes psychologiques à cause de la situation. Nous aimions de plus en plus notre travail car pour nous cela représente la vraie résistance. En mettant en place ces activités avec mes amis, nous nous considérons

comme des soldats qui défendent leur terre.

La situation est très difficile pour la jeunesse et pour la société palestinienne en général. La plupart des étudiants qui viennent des villages n'ont pas les moyens de prendre un logement en ville pour suivre leurs études et doivent donc faire l'aller-retour chaque jour ; mais les nombreux check-points les empêchent parfois d'assister à leurs cours ou d'être à l'heure.

Les échanges culturels avec les CEMEA et les autres associations partenaires sont très importants pour nous. Par exemple, cet été nous avons organisé un échange de jeunes et la plupart des jeunes qui ont participé ne connaissaient pas la situation en France. Ils ont donc vu la différence entre la liberté de circuler entre ici et les pays Européens, ainsi que le calme pendant la nuit en Europe. C'était comme un rêve pour eux de vivre en Europe et de comparer la situation avec les check points. De retour en Palestine, les jeunes qui sont venus en France sont devenus des responsables et leaders des groupes des enfants dans le centre.

Pour moi et pour la jeunesse en Palestine ces échanges culturels sont des expériences et des occasions d'apprendre la culture des autres, et c'est très important. Les enfants qui ont participé à un des échanges culturels en Europe ont appris beaucoup de choses, ce qui les a aidé à développer leur façon de vivre et de penser, à respecter les horaires par exemple...

Pour finir, je tiens à remercier les CEMEA et tous ceux qui ont travaillé sur ces projets d'échange culturel, mais aussi à tous ceux qui ont travaillé sur mon projet SV qui me permet d'être maintenant parmi vous maintenant pour participer aux projets et activités d'une association comme les CEMEA. Cela me permet aussi de servir les jeunes qui ont pas encore eu la chance de participer à des projets d'échange culturels, en espérant que tous ceux qui souhaitent participer à ces projets vont un jour réaliser leurs rêves ;

Bien sur quand je vais rentrer en Palestine je vais travailler à développer les programmes d'échanges culturels pour aider et servir la société Palestinienne. Je voudrais dire aussi que nous devons continuer ce genre de travail qui cherche à développer différentes façons de faire dans la société, ce qui nous rend capable de dépasser les difficultés.

Note : dans cette lecture j'ai raconté mon histoire et ce que j'ai vécu en tant que jeune palestinien, mais en fait c'est la vie d'une seule personne en Palestine, et peut être que j'ai de la chance de vivre la vie que j'ai

vécu car il y a beaucoup de Palestiniens pour qui la vie est beaucoup plus difficile que la mienne.

Cordialement,

*Mohammed Asmar, SVE (service volontaire européen) aux CEMEA Pays de la Loire*

## Témoignage de martyrs

En 2009, nous nous rendons au centre Hakoura à Jenine où des personnes nous emmènent au camp de réfugiés rencontrer les femmes du centre « *Not to forget* ». Ce centre abrite un jardin d'enfants, une ludothèque ainsi que des groupes de femmes. Nous y rencontrons aussi une femme, mère de martyr, venue pour témoigner.

« *Not to forget* » est créée à la suite de « l'opération remparts » en 2002. « *Not To Forget* » est inscrit en graff anglais et palestinien sur l'un des murs de cette ancienne habitation du camp. C'est l'une des associations de femmes les plus dynamiques du camp de réfugiés de Jénine, leur local est central. De nombreux enfants et leurs mères le fréquentent. Concrètement, le local de « *Not To Forget* » a été rénové et adapté : trois salles ont été décloisonnées pour en faire une grande, la peinture, la moquette, les rideaux ont été posés. Un fonds de jeux a été constitué : jeux de construction, jeux éducatifs (apprendre à compter, l'alphabet en arabe et en anglais, les couleurs, les formes, les animaux...), cartes et dominos éducatifs, matériel de dessin, peinture, coloriage, découpage, modelage... et une bibliothèque pour enfants est installée. Les enfants nous accueillent avec des chansons. Les femmes sont réunies dans un groupe de parole dans la pièce d'à côté.

La présidente Fara, nous parle de ce projet et de leurs activités qui essaient de soutenir les femmes et les enfants dans ce contexte d'après 2002. La principale motivation résidait dans le fait que la vie ne pouvait pas s'arrêter. Cette association s'est créée suite à l'invasion des chars qui reposaient sur la principale excuse de trouver des terroristes. Les femmes ont réagi, elles le devaient, il fallait faire quelque chose. Les secours ne sont pas arrivés tout de suite : l'urgence était là. Pendant l'incursion, elles ont pris leur part en aidant les combattants, en soignant les blessés. Une partie des réfugiés avaient fui dans les villages voisins. Et ils ont été relégués dans des tentes pendant un an. Il a fallu immédiatement après

trouver des couvertures, des médicaments, des sacs scolaires, reconstruire les maisons.

Les problèmes psychologiques que cette incursion a provoqué sont donc importants notamment pour les femmes et les enfants qui ont vu des horreurs (incontinence nocturne, violences, souffrances psychiques). Et globalement le fait de regrouper 15 000 habitants sur 1 km<sup>2</sup> est difficilement tenable (l'UNRWA a obtenu un bail de 99 ans d'1km<sup>2</sup> et ne peuvent d'ailleurs pas agrandir le camp). Les réfugiés ne souhaitent pas quitter le camp de réfugiés bien qu'ils aient en 2002 vécu une incursion de plus après celles de 1948 et de 1967. Un espace de parole est ainsi proposé et permet d'évoquer l'horreur de ces trois semaines et le quotidien.

L'association est soutenue par l'AFPS, elle accueille des volontaires, des bénévoles qui viennent donner des soins, du temps, des formations. La situation des femmes a changé par rapport à celui du père car il ne peut plus subvenir aux besoins essentiels de sa famille les besoins essentiels. La femme a donc dû prendre un rôle, notamment pour participer aux revenus de sa famille.

Le travail en réseau permet d'autres types de projet : sur le droit au retour avec une association de Bethléem, sur les droits de l'enfant avec une association de Jérusalem, sur l'identité avec une association qui permet une éducation aux droits civiques puisque les réfugiés n'ont pas les mêmes droits que les autres palestiniens.

Fara est interrompue, la femme qui doit témoigner est arrivée. Nous l'accueillons alors au sein de notre groupe. Cette dame est grande, digne, un foulard blanc sur sa tête, une longue tunique robe palestinienne foncée. Elle revient de l'horreur, l'ambiance est lourde, chargée de ses maux, de son histoire que nous percevons : Le 3 avril 2002 commence « l'opération Remparts », les chars israéliens ont envahi le camp de réfugiés. Blocus de 3 semaines, et pendant la première semaine, ils ont « canardés » tout ce qui pouvait bouger, même les arbres !

Aucune archive, aucun médias n'ont pu rendre compte de ce qui s'est passé ces semaines là. Les soldats israéliens ont tués 53 personnes, blessés un grand nombre, traumatisés l'ensemble des présents et capturés 200 prisonniers.

Certains se sont enfuis tout de suite, beaucoup sont restés : c'est leur seul lieu, leur seul espoir, leur seule terre de réfugiés déjà transplantés

(expulsés en 1948). Elle le dit : « ma place était auprès des combattants : maris, fils, frères... dans le camp qui est mon seul refuge ».

Ci-joint l'extrait d'un article qui témoigne de ce qui s'est vécu en 2002 à Jénine. Témoignage rare, peu de journaliste ont écrit honnêtement sur cet objet. Renfermée dans sa maison, elle n'a pu réellement et globalement découvrir ce qui s'est passé qu'à travers cet écrit...

*« Un tir nourri, des obus de chars et des missiles d'hélicoptères ont signalé le démarrage de l'attaque contre le camp. Un couvre-feu a été décrété et les habitants terrifiés ont trouvé refuge dans leurs maisons. Comme les chars ne pouvaient pénétrer dans les ruelles, des bulldozers géants détruisaient les maisons des deux côtés. Une deuxième vague de destruction a commencé quatre jours plus tard, visant l'ensemble du centre, où s'élevaient des habitations de un à trois étages. C'est là que des combattants palestiniens munis de kalachnikovs et d'explosifs s'étaient regroupés pour faire face à l'une des armées les plus modernes du monde. La bataille fut très dure et inégale. Les Palestiniens subirent des pertes très lourdes, les blessés - des combattants, mais aussi, en majorité, des civils - agonisèrent, l'armée interdisant aux ambulances du Croissant-Rouge de circuler.*

*Le 9 avril, les Palestiniens tendirent une embuscade dans laquelle treize soldats furent tués.*

*L'armée donna alors des consignes en vue d'éviter à tout prix de nouvelles pertes. On tira donc à vue sur tout ce qui bougeait. Les soldats n'avaient-ils pas été informés que le camp était un repère de terroristes du Hamas et du Djihad ? Voilà qui justifiait une punition collective... Le dynamitage des maisons s'est alors intensifié. Dans ce camp comme dans toutes les villes palestiniennes, toute institution ou bureau de l'Autorité palestinienne a été systématiquement détruit : il s'agissait d'en anéantir tous les symboles et tous les moyens.*

*Chaque appartement fut systématiquement fouillé : une fois la famille enfermée dans une seule pièce, les soldats renversaient les meubles, ouvraient les armoires, jetant tout à terre et semant un désordre indescriptible. Vols d'argent, de bijoux et même de cigarettes se sont multipliés. Pour faire ouvrir les portes, ils se servaient d'un « bouclier humain », à savoir un habitant du camp les précédant - une pratique qui relève du crime de guerre. S'il n'y avait pas de réponse, ils faisaient sauter la porte à l'aide d'explosifs. Un « incident » parmi tant d'autres :*

un « bouclier » affirme au soldat qu'il a entendu du bruit à l'intérieur de la maison, mais celui-ci fait quand même exploser la porte, blessant grièvement une femme. « Je regrette », dit le soldat, avant de passer à la porte suivante... (...) 4 000 personnes sont restées terrées dans leur maison dans des conditions désastreuses : sans eau, ni nourriture, ni électricité, sans pouvoir aller à l'hôpital et dans une atmosphère infernale de tirs, de bombardements et d'explosions, jour et nuit.»

*Extrait Amnon Kapeliouk - Archive du monde diplomatique Mai 2002.*



Elle raconte comment sa famille s'est réfugiée dans une seule pièce de la maison, rampant sous les tirs nourris assistant à la destruction de celle-ci, se réfugie dans une deuxième maison voisine, puis une troisième et ainsi de suite jusqu'à découvrir avec horreur que c'est la dernière maison et que derrière ce dernier mur, aucun abri n'est possible.

Elle témoigne de la mort sous ses yeux de son fils, « son » martyr (martyr : personne tuée par l'occupation), elle a supplié le soldat de la laisser prendre le corps

qui gisait là à quelques mètres pour réaliser les rituels funéraires. Ce dernier a refusé en menaçant de la tuer, elle était d'accord pour qu'il la tue. Le corps a en définitive été transféré sans qu'elle sache où et pour quoi ? Elle parle de cadavres qui étaient là sous ses yeux à se décomposer... qu'il n'y a avait aucun moyen de soigner un blessé, seulement un peu d'eau sucrée, un peu de sel pour désinfecter...

Elle parle des soldats qui, entrant dans une maison, pissaient sur les denrées restées là pour empoisonner les survivants ou les affamer. Elle nous dit qu'elle restera ici, que c'est sa terre, sa Palestine. Que sa place est auprès de ceux qui se battent pour ça. Elle injurie les Israéliens, supplie... et pleure les siens. Not to forget...

*Anne Claire Devoge*

## Faire de la Palestine une prison.

À peine rentrée de Palestine j'écoute un texte décrivant l'univers carcéral. Des mots résonnent et je prends aussitôt un stylo pour les noter: humiliation, absence de désir, regard des surveillants, pendaison, pas de courrier, pas d'avocat, des murs, des portes, parler aux murs, isolement, solitude.

Et là j'entends des palestiniens et palestiniennes me dire « We are in jail ». Enfermés physiquement et moralement, les Palestiniens et Palestiniennes sont l'entrave à la mise en place du projet d'Israël. Ils ne sont pas les acteurs et les actrices d'un processus de paix mais bien les victimes d'un processus de colonisation qui les attaque sur tous les fronts : géographique, physique, urbanistique, économique, culturel, afin de faire de ce peuple un fantôme sur le territoire occupé. Expulsés en 48 quand est créé l'Etat d'Israël, expulsés en 67 quand est définie la ligne verte, expulsés chaque fois que le mur avance. Du côté palestinien de ces 700 km de murs hauts de 9m, ils et elles sont toujours expulsés par l'armée israélienne qui détruit les maisons, les villages, expulse les habitants. Réquisition des espaces équipés de ressources en eau pour alimenter les colonies qui s'étendent et s'infiltrent à travers le territoire palestinien le morcelant en plein de parcelles dont leurs habitants et habitantes ne peuvent se déplacer qu'en passant les humiliants check points au bon vouloir du soldat israélien qui le tient, en fonction de la stratégie politique du moment et sous les provocations des colons. Les colonies protégées par Tsahal se répandent sur les collines entourant les villes palestiniennes les coupant des principaux axes de circulation; pas de commerce avec l'extérieur, peu de soins à l'intérieur, et la présence permanente des soldats, arme au poing, dans les villes, à la sortie des villes, sur les routes. Expliquer d'où tu viens, où tu vas, pourquoi, attendre. Se rendre à l'école ou à l'université peut-être, rendre visite à sa sœur peut-être, et si on passe, retrouver sa maison debout en rentrant peut-être. Des murs, des portes, des destructions. La moitié de la population est au chômage, mais le mur n'est pas fini les palestiniens peuvent encore travailler. Processus implacable d'Aliénation. Quand je repense à un copain palestinien qui me raconte que les enfants ne jettent pas des pierres sur les tanks israéliens par acte politique mais pour évacuer la violence qu'ils et elles subissent au quotidien au plus profond d'eux-mêmes et qu'une résistance s'organise pour que ces gamins se

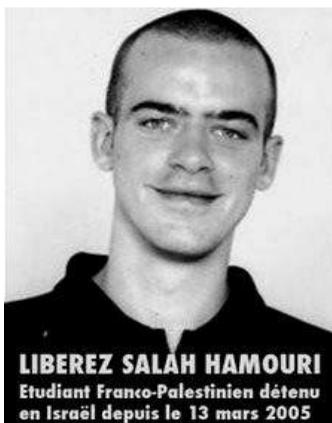
construisent, je comprends l'importance de la lutte contre cette destruction physique et psychologique. Parce que quand le désir et l'espoir quitte l'individu, quand un détenu se pend dans sa cellule, un palestinien se fait sauter en Israël. Pleine d'oliviers, de citronniers et de cités historiques la prison peut avoir un décor magnifique.

*Olivia Gault*

## La prison, les prisonniers...

Naji a été emprisonné à plusieurs reprises il nous raconte une de ses détentions, je vous la rapporte: Cette fois-ci il encourt une peine de 18 jours. Sachant qu'il est recherché, il fuit sa maison à chaque incursion armée. « *Je ne pouvais pas éternellement fuir et me cacher alors qu'à chaque venue des soldats chez moi, il battait ma mère, cela m'était insupportable* ». Naji a donc décidé de rester cette nuit là, il est interpellé par l'armée et effectuera sa peine à la prison de Faraa (vallée du Jourdain). Il en sortira le corps meurtri par les coups des geôliers, se trainera à la force des bras, rampant, jusqu'à l'entrée du camp de Faraa à quelques mètres de la prison. Il sera ramené chez lui par un taxi après avoir été soigné par un médecin dans le camp. Pour ne pas inquiéter sa famille, il se rendra seul debout pour rejoindre sa mère avec toutes les peines du monde.

Lors d'une autre incursion armée, des militaires entrent dans sa maison et l'accuse de posséder un livre interdit. Naji le possède mais a caché ce livre dans un endroit secret. Le groupe de militaires est bien renseigné, ils savent que Naji utilise ce livre pour préparer les militants palestiniens aux interrogatoires. Il se retrouve avec d'autres compagnons du FPLP arrêtés pour la même raison. Après quelques rires, les voilà qui se retrouvent dans le bus des black scorpions (groupe militaire des forces spéciales). Tous ont les yeux bandés et les mains liées. Le responsable militaire demande à un détenu de se lever, d'approcher et de faire le chien. Celui-ci refuse en répondant en hébreu qu'il est un humain et pas un animal. Pour avoir refusé, il est roué de



coups. Un second doit s'avancer, même demande, il refuse, même conséquences. Les soldats demandent à présent au plus jeune des prisonniers de se lever et de faire la poule, celui-ci apeuré devant les châtiments subis par les autres s'exécute. Il est roué de coup également....

Une grande partie des hommes palestiniens ont fait de la prison ; la prison devient alors une sorte de passage obligé qu'Israël justifie par des raisons de sécurité, entre autre pour la présence des terroristes, ce qui lui permet d'entretenir la peur. Toute famille palestinienne sait que l'armée viendra un jour arrêter un fils, une fille, un oncle, un père... D'après le site <http://www.info-palestine.net/>, pas moins de 20% du peuple palestinien a été arrêté. 750 000 Palestiniens ont été enfermés à un moment ou à un autre dans les 25 prisons et centres de détention.

Environ 11 000 prisonniers politiques palestiniens sont détenus, dont Salah Hamouri, jeune Français palestinien détenu sans procès depuis 2005, accusé par l'occupant, sans l'ombre d'une preuve, d'avoir eu l'intention de mener une action contre un rabin d'extrême droite. Pour en savoir plus : [http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=858](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=858)

Les conditions de détentions décrites dans les prisons israéliennes sont la torture, l'humiliation, les cellules d'isolement et le refus d'accès à un avocat. La perversion de ce système va au-delà des conditions de détentions; un prisonnier qui est condamné à 6 ans de prison et qui meurt avant la fin de sa peine ne sera pas rendu aux familles ; celles-ci devront attendre que les 6 années se soient écoulées pour récupérer le corps et l'enterrer en martyr. Ainsi le cimetière de martyr de Bethléem a une partie de ses tombes vides et ouvertes en attentes de corps de ces prisonniers morts en prison.

Ce passage en prison faisant partie du parcours « classique » de la résistance c'est aussi une étape, qui construit : ainsi dans la prison s'organise entre prisonnier des transmissions de savoir, de la formation, des systèmes d'entraide et de solidarité sont à l'œuvre.

*Olivia Gault et Frédéric Pichard*

## **Une maison pour un frère**

Le témoin est chauffeur de taxi à Bethléem, il vient d'un village de 350

personnes près de Jérusalem. Il est né au camp de réfugiés de Deisheh mais explique qu'il vit ici pour un temps, que sa vraie place est dans son village. Sa famille est composée de 11 personnes, 8 garçons, 7 ont déjà été arrêté par les israéliens et ont passé du temps en prison. Lui a passé 2 ans en prison.

Il nous raconte qu'en 2004/2005 les soldats recherchaient son frère. Ils venaient régulièrement dans sa maison pour la fouiller et questionner la famille.

A cette époque, son père avait une permission pour aller à Jérusalem afin de suivre une cure et de prier à la mosquée. Comme il ne voulait pas donner d'informations sur son fils, sa permission a été suspendu.

Un jour, les soldats sont arrivés et ont entourés la maison par les différentes voies d'accès ; ils sont venus avec les chiens pour empêcher le passage.



Ils sont entrés dans la maison en criant « partez, sortez de la maison, prenez vos affaires, ». Armes en main, ils intimidaient les membres de la famille et leur répétaient l'ordre de sortir de la maison.

Une fois la famille dehors, ils menacent : « si vous ne dites rien sur votre frère nous détruisons votre maison. Vous avez 15min pour prendre vos

affaires. « 15 min, on a rien le temps de prendre en 15min, juste des vêtements, des chose basiques. »

Les militaires ont placés les bombes dans les coins de la maison et ont dit : « vous avez maintenant une minute pour nous dire où est votre frère ». Le père a répondu « Si vous voulez détruire la maison, détruisez la ». Les militaires sont donc allés voir les maisons voisines et ont demandés aux habitants d'en sortir. En effet, explique le témoin, dans le camp de Deisheh les maisons sont collées les unes aux autres et l'explosion peut aussi détruire une partie des maisons voisines. Ils ont poussés les personnes à 250m, et ont détruit la maison. Avant de partir, les soldats menacent le père et lui disent que c'est la première étape et qu'il y aura une longue route.

Aujourd'hui son père est en prison pour toujours, seule sa mère peut le visiter, tous les 15 jours. Il est impossible d'envoyer des choses aux prisonniers, sauf par la croix rouge. Si on envoie des vêtements, il faut qu'il soit d'une couleur particulière. Chaque jour, ils font face à des situations rudes. Le seul médicament donné aux prisonniers est un générique de l'aspirine.

*Collectif lors de la délégation de Novembre 2010*

## **Difficultés d'accès aux soins l'histoire de Leila**

Le camp de Deisheh possède une clinique et un médecin pour 13 000 habitants. Quand Leila était petite, elle ne regardait pas en face et ne voyait pas clair. Le médecin a donc fait des examens de santé et lui a prescrit des lunettes. Quelques mois plus tard le problème n'était toujours pas résolu. C'était une petite fille corpulente avec un cou très court.

Ses parents l'ont emmené de nombreuses fois chez le docteur, mais elle grandit avec ce problème qui faisait qu'elle avait le cou qui se penchait de plus en plus. A l'hôpital le médecin leur a expliqué qu'une opération serait trop dangereuse. Le père de Leila accueille un jour au camp de Deisheh un homme médecin spécialiste de ces problèmes de cou. Alors que Leila amène le café, le docteur remarque son problème de santé et questionne la famille. Il l'examine et pense qu'il est nécessaire de faire une opération rapidement. Dans un premier temps, il demande s'il est possible de faire une radio afin de préciser si l'opération est nécessaire.

Grâce à un de leurs amis, Leila part en France afin de se faire opérer. Mais ceci ne pourra pas se faire pour des raisons financières.

Une autre solution envisagée est celle de suivre des soins à Jérusalem : la difficulté est que les parents de Leila doivent demander une autorisation à l'autorité israélienne pour s'y rendre. Leila a alors 12 ans et ses parents se voient refuser cette autorisation. Une femme espagnole alors présente à Deisheh se propose de l'accompagner à l'hôpital, mais il n'est pas évident de convaincre la jeune fille d'aller à Jérusalem sans ses parents. Elle accepte finalement et arrivées au check point, les militaires laissent passer la femme mais demande à l'enfant de rentrer chez elle. Discussion, négociation, rien n'y fait, elles rentrent toutes les deux.

La famille doit de nouveau imaginer une autre solution, ils appellent un ami de Jérusalem et lui demande de venir le lendemain en voiture avec ses enfants afin de faire entrer illégalement leur fille en la faisant passer pour une des filles de leur ami. Il faut de nouveau convaincre Leila d'aller à l'hôpital sans ses parents pour se faire examiner. Une opération est décidée.

Les parents de Leila prennent alors un avocat et saisissent le tribunal pour obtenir une permission pour accompagner leur fille. La permission est donnée à la mère et l'opération peut enfin se faire.

*Collectif lors de la délégation de Novembre 2010*

## **Femmes de tous pays, unissez-vous !**

Notre délégation est invitée à passer au village d'Azmout, nous rencontrons une association qui s'occupent d'enfants (accompagnement pluriel, scolaire, animation....)

Nous sommes accueillis chaleureusement par les trois femmes qui encadrent l'association, Aziza Somoud et Mouna. Nous nous réunissons afin d'échanger sur leurs activités. Somoud prend la parole : elle se présente comme féministe et combattante, rend hommage à Aziza sa mère et à Mouna comptable de l'association, combattantes toutes les deux.

Les premiers mots qu'elle nous adresse sont les suivants: « *Si vous ne faites que passer ...était-il judicieux de venir..* » Le décor est planté, nos

sens en éveil et notre écoute « convoquée ».

La place faite aux femmes dans la société palestinienne est proportionnelle au machisme ambiant. L'égalité des droits est bafouée nous dit Somoud et la lutte est au quotidien. Somoud est une jeune femme de 22 ans, elle vient de finir des études en science sociale et n'a pas de travail, ni aucune perspective à l'horizon. Elle se sent prisonnière d'un système machiste, d'une société traditionnelle et d'un pays occupé.

Quelle rencontre !

Femmes de tous pays, unissez-vous! Ses vibrations féministes venaient en écho à nos pensées et à nos luttes réciproques; nous avons conclu ensemble sur un possible accord d'échange entre nos deux pays. La famille de SOMOUD nous a accueilli dans sa maison et nous avons festoyés autour de plats traditionnels dont les saveurs rivalisaient en goût et en couleur.

Arrivés en France, la création d'un collectif féministe Azmout France a vu le jour. Notre objectif est d'échanger sur ce que nous vivons en tant que femmes dans nos sociétés différentes, d'échanger sur des modes de luttes et de s'entraider sur des montages de projets. Ainsi Somoud nous a écrit :

### ***Lettre de Somoud au collectif Azmout France***

« Je veux te dire toute mon amitié et ma considération pour ton intérêt et ton aide pour le Collectif Azmout d'ici pour l'amélioration de la condition des femmes du village. Je suis très heureuse et espère beaucoup de notre coopération avec la création du Collectif Azmout de France qui renforcera les relations et les visites entre nous.

Je te fais savoir que nous venons de créer une Association de Femmes de tous les âges, mais surtout de jeunes filles étudiantes. Nous avons décidé d'organiser des stages de formation et des séminaires culturels dans tous les domaines qui participent du changement de la condition de la femme pour résoudre les obstacles et les problèmes auxquels elles doivent faire face au quotidien.

Les thèmes de ces stages et de ces séminaires concerneront :

- La condition sociale
- Le mariage précoce
- Le mariage familial arrangé

- Les violences familiales contre les femmes (causes et remèdes à y apporter)
- Les inégalités entre les hommes et les femmes
- Les droits de la femme
- Le harcèlement sexuel
- La santé gynéco-obstétricale
- L'épanouissement personnel
- Le dialogue et la communication
- La connaissance de soi
- Le développement des relations sociales

et, en fait, tout ce qui pourra concerner la famille et la santé des femmes. Et ce programme de formation adapté selon les groupes de femmes visées, sera concret, loin des théories, afin de faciliter la compréhension et la connaissance, en suivant une méthode facile qui permette à chacune des participantes d'en tirer le meilleur profit sans ennui, ni fatigue !

Quand à mon environnement et les conditions de la vie sociale au village, ceux-ci sont dominés par la prédominance des hommes avec mise à l'écart des femmes et abaissement de leur rôle à cause des traditions qui les empêchent d'exercer leurs justes droits naturels comme les hommes.

Et nous luttons dans l'association pour que les femmes arrachent leurs droits et imposent leur droit à exister.

La non-participation des femmes dans les décisions concernant la vie du village, décisions uniquement prises par les hommes, est un obstacle à notre combat.

Il y a d'autres problèmes au village que les femmes doivent aussi affronter :

- Le mariage précoce des filles
- L'interdiction faite aux filles de participer à toute activité mixte
- L'interdiction pour les filles de discuter en public avec un garçon
- Les empêchements pour certaines femmes d'hériter légalement
- L'impossibilité pour les femmes de s'exprimer librement
- La domination et le pouvoir des pères ou des frères aînés dans la famille

- L'interdiction faite aux femmes de voyager
- L'ingérence sociale dans la façon de vivre et de s'habiller des femmes

Et globalement le poids des traditions et des coutumes qui entravent la vie des femmes dans le village.

Quand aux lois qui régissent notre société, ce sont des lois héritées en majorité des protectorats jordaniens, égyptiens ou turcs. Et ces lois archaïques sont toujours en vigueur ! Il y a des Institutions Juridiques Féministes qui se battent pour forcer l'Autorité Palestinienne et le Parlement à abroger et changer ces lois afin d'améliorer le statut de la femme.

Quand aux ressources humaines dont nous disposons, avec notre réseau d'Associations de Femmes, il nous est facile de trouver des formateurs et des consultants.

Nous avons besoin de votre aide et de votre soutien dans le domaine de la communication avec le Collectif Azmout Français. Quand aux besoins des femmes concernant les consultations, nous avons la possibilité de nous adresser à une Institution qui nous aide dans le domaine médical, psychologique et juridique.

Nous nous proposons de débiter notre projet d'éducation des femmes en nous appuyant sur les ressources humaines dont nous disposons et nous avons besoin de votre aide surtout pour financer ce projet. Voilà donc les grandes lignes de notre projet et les réponses à vos questions ! Et si nécessaire nous pouvons vous envoyer le programme détaillé des actions que nous espérons réaliser.

Salutations

Ton amie Somoud. »

*Pascale Guichet*

# Contexte de la Palestine

Comprendre la situation en Palestine est fondamental. Ce chapitre est écrit à plusieurs voix: de militants et militantes des CEMEA Pays de la Loire, de Michel Warschawski du centre d'information alternative (AIC) et de l'association BADIL (Centre de ressources pour le droit à la résidence et les droits des réfugiés palestiniens)

## L'histoire du conflit Israëlo-palestinien commence en Europe

Face à l'antisémitisme en Europe, la réponse des communautés juives a pris plusieurs formes. La première à l'image de celle des immigrants en Europe : se cacher, masquer son identité. La deuxième a été de changer la situation notamment par une révolution afin de permettre de se faire reconnaître dans certains milieux. C'est ainsi, on observe que les juifs ont en effet été sur-représentés dans les mouvements anarchistes, communistes et socialistes du début du siècle précédent. La troisième, postérieure aux deux autres réponses, est apparue avec une nouvelle problématique en Europe du XIXème siècle. L'idée est le développement d'un nationalisme juif qui correspond au fait qu'ils ont été exclus, chassés et que chaque nation a des droits, notamment celui de revendiquer un état. Les européens avaient en effet le droit de revendiquer un morceau de terre dans le but de coloniser des êtres humains et d'exploiter les ressources de ces terres. Cette idée a permis une réponse à l'antisémitisme et traduit une nouvelle donne : la judéité a donné naissance à un mouvement nationaliste.

Le fait d'être juif devient une identité nationale. Le mouvement sioniste est pragmatique et ne souhaite pas créer un état en Allemagne ou en France, ceci était irréaliste. Par contre prendre un morceau d'un état colonisé pour y installer un état juif était envisageable. Et plusieurs pistes sont évoquées dans la littérature sioniste (Ouganda, Argentine, Finlande...).

Le tournant principal de cette idée date de 1897, dans une conférence qui voit naître l'organisation mondiale du sionisme qui deviendra en 1950 l'organisation de colonisation juive, puis l'agence juive. Sa principale activité était de ramener des juifs en dehors de Palestine vers la

Palestine. Cette agence juive avait des bureaux dans toutes les grandes villes.

En 1948, le fond national juif a pour principale activité de planter des arbres au-dessus des villages détruits par la guerre des 6 jours. Cette organisation se fait passer pour une œuvre de charité.

Les deux guerres menées en Palestine ont deux visées : démographiques et géographiques. Ainsi gagner un maximum de terre avec un minimum de palestiniens, et ceci s'est réalisé avec tous les moyens mis à leur disposition.



Colonies  
autour de  
Bethléem

Mais revenons au contexte de l'après la première guerre mondiale, l'empire britannique prend une position (déclaration de Balfour 1917), le ministre de la colonisation réputé pour être antisémite, écrit une lettre au baron de Rothschild (président de l'antenne anglaise du mouvement sioniste) en soutenant la création d'un état juif en Palestine. La Grande Bretagne à l'époque prend le contrôle de ce territoire après la première guerre mondiale. Ceci facilite la venue des juifs en Palestine et le transfert des terres au fond national juif. Dans le cadre de cette colonisation, ils inscrivent deux systèmes juridiques : l'un pour les juifs, l'autre pour les Palestiniens, qui facilitent l'immigration des juifs d'une part et qui désorganisent la société Palestinienne d'autre part. Ainsi pour exemple, les conditions de travail des juifs sont meilleures et facilitent leur venue sur ce territoire.

Pendant cette occupation britannique, le mouvement de résistance

national palestinien se créé. Et pour exemple, il organise des grèves massives en 1920 qui vont s'accroître jusqu'en 1930. Le principal objectif de la résistance palestinienne est de mettre fin à l'occupation britannique, et ensuite de mettre un terme à la colonisation juive favorisée par la Grande Bretagne. En 1936, la résistance est à son apogée après six mois de grève générale. Elle s'organise principalement dans les campagnes (80% des Palestiniens étaient agriculteurs en dehors des villes). La Grande Bretagne pousse les Palestiniens à arrêter la grève, d'autant qu'elle a renforcé sa présence militaire très fortement et que ceci pèse dans le contexte européen. Le keffieh devient le symbole dans ces années 30 de la résistance à l'impérialisme. Il entre ainsi dans les villes. Ce keffieh est celui que les agriculteurs portaient pour se protéger le visage. Les leaders de la résistance palestinienne demandent alors à tous les palestiniens de le porter pour empêcher les arrestations des résistants. La communauté de ces leaders s'impose ainsi dans la société palestinienne pour combattre principalement l'impérialisme.

Avec la deuxième guerre mondiale, les britanniques souhaitent rapatrier leur troupe vers l'Europe pour combattre les nazis. Ils vont donc entraîner des milices sionistes pour gérer la colonie. L'armée recrute des juifs et les entraînent en créant des groupes militaires juifs. Alors que dans les années 1940, la communauté palestinienne est dévastée par cette colonisation, les juifs eux s'entraînent et sont très bien préparés sur le plan militaire.

L'holocauste est ensuite l'élément déterminant : les juifs d'Europe sont disséminés, et ils n'ont nulle part où aller à la sortie de la guerre. Ils sont des milliers. Les États Unis, le Canada, la Grande Bretagne leur ont fermé leurs frontières pour ne pas accueillir les réfugiés de l'holocauste. La Palestine devient le seul endroit où aller. La communauté juive représentait en 1920, 60 à 80 000 personnes, en 1947 avant la Nakba, ils sont 600 000 juifs pour 1.3 million d'indigènes palestiniens soit 1/3 de la population. La fond national juif possède en 1948, 6,6% de la terre palestinienne, 2% sont propriété de l'état, 91% sont palestiniennes.

C'est un problème évident pour les sionistes : pour créer leur état il faut plus de terre et plus de population juive. Les leaders de l'agence juive s'étaient déjà préparés à la situation : En 1930 ils avaient déjà échafaudé un plan militaire pour arriver à leurs fins. Ce plan a été revu trois fois

entre 1930 et 1947. Ce plan prévoyait le nettoyage ethnique de la Palestine et il prévoyait déjà comment relier les différentes colonies entre elles.

En 1948, le plan est ainsi mis en œuvre et il est très systématique et très bien préparé. Il permet de répondre à la question du nettoyage des villages Palestiniens en un minimum de temps et mécaniquement les villages ont été dépeuplés. La technique employée permettait d'entourer les villages par trois côtés en laissant un côté ouvert (vers la frontière la plus proche), en bombardant le village systématiquement puis en l'occupant, en faisant prisonnier les hommes, en séparant les femmes et les enfants et en renvoyant ces derniers vers la frontière. Les hommes quant à eux étaient faits prisonniers et amenés dans des camps de travail ; ceux impliqués dans la résistance étaient exécutés. L'armée passait ensuite à un autre village : c'est la Nakba.

De 1948 à 1966, les israéliens ont effacés tout ce qui restait des villages palestiniens. Les forces militaires venaient avec des engins de chantiers, brûlaient les villages et passaient ainsi de suite à un autre. Dans les plus grosses villes, les maisons qui restaient après les bombardements étaient occupées par les colons.

Durant la Nakba (« catastrophe » en arabe), 750 à 800 mille personnes ont été expulsées, 130 villages et villes dépeuplés, 13 000 morts ont été recensés. 5 villes sont dépeuplées, 5 villes sont devenues mixtes et la sixième est Jérusalem avec le quartier Est. Dans les cas, des quartiers palestiniens sont créés, où ces derniers sont assignés à résidence. Ces quartiers deviennent des ghettos dans un territoire sous surveillance militaire et entouré de barbelés.

Beaucoup de personnes sont ainsi regroupées dans des camps. 350 000 palestiniens sont déplacés sans pouvoir récupérer leur terre, leur maison. Pour Israël ce sont des « déplacés », des « présents absents ». *« Imaginez vous, qu'en une nuit, tout votre environnement humain a changé ? Que prendriez-vous ? Que pourriez-vous ne pas prendre ? Sûrement pas vos titres de propriété ! Cette nuit là tout ce qui fait l'histoire d'un pays a été confisqué ou détruit. De même pour les archives qui sont devenues la propriété des colons. A Beyrouth en 1982, les israéliens ont aussi détruit les archives de l'OLP. En 2002, ils ont ainsi détruit les bureaux des ONG*

*et les ordinateurs qui contenaient des archives. »*

De 1948 à 1966, les israéliens ont géré la population palestinienne sous un autre régime que celui des israéliens : deux systèmes, avec une loi régie par la Knesset pour les juifs et un système militaire pour les palestiniens. Sous cette autorité, ni entrée, ni sortie ne sont possibles sans l'aval des militaires. Pourtant 80% des terres en Israël sont la propriété des réfugiés palestiniens. En 1950, Israël a converti ces terres en terres d'état. En 1965, une loi de planning et construction a recensé les villages et terres de Palestine. Elle ne liste pas dans son rapport 40 villages palestiniens qui n'apparaissent plus sur aucune carte. Ils n'existent pas et deviennent en une nuit, illégaux. Par ce fait, Israël institue dans la loi, le racisme, l'état d'apartheid.

N'importe quelle terre non cultivée pendant trois ans devient terre d'état. Un militaire peut fermer une zone pour des raisons de sécurité ce qui peut paraître normal, mais en Palestine, les terres réquisitionnées ne sont jamais des terres occupées par les colons. A Tel Aviv, au sud de l'aéroport, les terres sont déclarées du jour au lendemain résidentielles et 600 familles menacées de voire détruites leurs maisons.

En 1966, l'application des lois est élargie à l'ensemble des palestiniens de Cisjordanie.

Ce qu'il reste aujourd'hui de la Palestine, ce sont des petits points sur la carte qui représentent à peine 16% des territoires.

En 2009, en dehors du fait qu'Israël est plus armé, *« imaginez qu'il y ait des lancements de roquettes sur Bethléem, que les israéliens commencent à tirer d'ouest en est. Au fur et à mesure que les palestiniens s'en vont, les colons s'installent. Les israéliens ouvrent un chemin vers la Jordanie. Imaginez encore un peu, quelle pourrait être la réponse internationale ?*

*Les pays arabes se réuniraient, le conseil de sécurité serait convoqué. Ils prendraient des résolutions, et même celle que les réfugiés reviennent dans leur maison (droit au retour). C'est raisonnable ! C'est ce qui s'est passé en 1967... »*

En décembre 2008 et janvier 2009, à Gaza, Israël a bombardé sans laisser aucune ouverture possible. La communauté internationale s'est réunie et a dit à Israël « tu n'aurais pas du faire ça ». Ils ont organisé une

conférence qui a coûté beaucoup d'argent. Puis la communauté a payé la reconstruction de Gaza. Si Israël construit un peu plus de colonies tous les jours, c'est parce que l'état est aidé par la communauté internationale ou que celle-ci laisse faire. Car tous ces pays ont des accords de libre échange avec les israéliens. C'est d'ailleurs un des principaux obstacles pour la paix et la justice en Israël alors que c'est un état d'apartheid.

En 2005, la société civile palestinienne a organisé le BDS (Boycott, Désengagement et Sanctions à l'égard d'Israël) et il y a quelque espoir que celui-ci ait des effets sur la société Israélienne.

*Anne-Claire Devoge d'après la conférence de BADIL – Mission Novembre 2009.*

### **Israël et la Nakba (témoignages et documents de BADIL, pendant la délégation de Novembre 2009)**

Israël commémore son jour d'indépendance par des manifestations célébrant à la fois le "retour des juifs sur leur terre" et la naissance de l'État juif, considérés comme les aboutissements du rêve sioniste d'"Eretz Israël" (Palestine mandataire). En célébrant cela, Israël nie totalement toute responsabilité dans la destruction de la patrie du peuple palestinien et de son déplacement forcé - ce que les palestiniens appellent la "Catastrophe" ou "Nakba". L'un des leaders fondateur sioniste, Israël Zangwill, parle « d'un peuple sans terre revenant sur une terre sans peuple ».

L'école, la cartographie officielle et la loi entérinent cette négation qui contribue à perpétuer la confiscation de terres palestiniennes, le déplacement forcé de palestiniens et à consolider le régime juridique discriminatoire.

Selon Eitan Bronstein , de l'association israélienne Zochrot (« Se souvenir »):

*Si la Nakba n'avait jamais eu lieu, il serait impossible que des millions de palestiniens soient aujourd'hui réfugiés et qu'ils demandent la restitution de leurs droits.*

Entre fin 1947 et début 1949, plus de la moitié de la population palestinienne vivant en Palestine mandataire (estimé à 1,3 millions) a été déplacée par les milices sionistes et l'État d'Israël.

Après 1948, Israël a utilisé les règlements militaires et les statuts juridiques concernant les " biens des absents " pour s'assurer que les

réfugiés palestiniens et les personnes déplacées ne pourraient pas revenir et revendiquer la propriété de leurs biens. Ceux qui sont restés sur leurs terres ont également été soumis à un gouvernement militaire qui a duré jusqu'en 1966 et à des réglementations discriminatoires.

En 1950, Israël a promulgué la Loi du Retour, garantissant à tout juif le droit à la citoyenneté israélienne reposant sur le concept d'une nationalité juive en Israël et depuis 1967 dans les Territoires occupés palestiniens (OPT) alors qu'en 1952, Israël dénationalisait les réfugiés palestiniens avec la Loi sur la Citoyenneté. La création d'une nationalité juive extra-territoriale et ethnico religieuse comme base de la citoyenneté a créé deux ensembles de règles: l'un pour les juifs et l'autre pour les palestiniens. Depuis 1967, le gouvernement militaire d'Israël dans les OPT a établi un système similaire de règlements militaires discriminatoires.

Si Israël se présente comme une démocratie, des experts de l'ONU ont fréquemment émis des doutes à ce sujet. En 2003, le Comité des Droits économiques sociaux et culturels a conclu que la dimension extra-territoriale de la «nationalité juive» d'Israël motive un «traitement préférentiel exclusif" qui engendre "un traitement discriminatoire contre les non-juifs, en particulier les réfugiés palestiniens." En juin 2007, le Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale (CERD) a conclu que *«la négation du Droit au retour pour de nombreux palestiniens et celui de récupérer leur propre maison en Israël est discriminatoire et constitue une violation des droits de l'Homme»*. Le CERD a également appliqué le concept d'Apartheid à certaines pratiques d'Israël envers ses citoyens palestiniens, lui demandant «d'évaluer dans quelle mesure le maintien de deux secteurs distincts, l'un arabe et l'autre juif peut constituer une ségrégation raciale."

Les politiques israéliennes d'Apartheid sont visibles dans le Naqab (Néguev), où 160.000 Bédouins indigènes vivent, souvent dans des villages non reconnus, qui n'ont jamais été inclus dans le Projet national israélien. Ces villages «non reconnus» n'ont pas accès aux services publics (eau, électricité, santé ou éducation) et ne se voient délivrer aucun permis de construire. Toute construction non autorisée est donc susceptible d'être démolie.

Les chiffres officiels estiment à 45.000 le nombre de maisons dans le Naqab qui pourraient être démolies en vertu du droit israélien. Dans le

même temps, Israël a initié, en 2005, un plan sur 10 ans, coûtant 3,6 milliards de \$, pour développer le Naqab et y doubler le nombre de ses habitants juifs.

Israël considère les OPT comme étant des territoires «contestés» et non pas «occupés». En janvier 2007, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les Droits de l'Homme dans les OPT, le Professeur John Dugard, a indiqué que l'occupation des Territoires palestiniens par Israël durant depuis 40 ans "comprendait des éléments de colonialisme et d'Apartheid». Miloon Kothari, Rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies sur le Droit à un logement décent, a estimé que «les institutions, les lois et les pratiques qu'Israël avait mis en place pour déposséder les Palestiniens (maintenant citoyens israéliens) à l'intérieur des frontières de 1948 (la Ligne verte) ont été appliquées avec des effets comparables dans les zones occupées depuis 1967» et que « la confiscation par Israël des terres et des propriétés appartenant à titre privé et collectif aux palestiniens dans les OPT est une des caractéristiques dominantes de l'occupation et une composante essentielle pour Israël de son programme de transfert de population.

*Anne-Claire Devoge*

## **Michel Warschawski présente le processus colonial de l'État d'Israël**

Michel Warschawski présente le centre d'information alternative (AIC) qui est composé de membres palestiniens et israéliens. L'association est structurée en deux pôles, l'un en Cisjordanie à Bethléem, l'autre en Israël à Jérusalem Ouest : On est « *l'anti mur* » avant que le mur n'existe et nous essayons de faciliter tous les systèmes de coopération et de collaboration pour permettre le dialogue entre les deux peuples. Il n'y a pas de symétrie dans le dialogue entre les israéliens et les palestiniens, parce que ce sont les israéliens qui ont le pouvoir et qui colonisent. Mais des relations peuvent exister, en sachant toujours quelle est la place de chacun et en essayant de se mettre à la disposition des autres. Nous avons bien sûr une connaissance de la situation israélienne et du combat palestinien, notamment pour ce qui concerne le combat pour les droits d'indépendance, les droits à la souveraineté et le droit au retour. L'AIC s'oppose fermement à toute tentative de normalisation. On n'est pas ici dans un combat pour la paix car la paix conditionne la guerre au nom de

la paix.

Nous sommes ici dans un processus de colonisation, imposé dans le discours politique avec un état colonial et une population colonisée. Cette colonisation débute avant 1948, et continue après 1967 et aujourd'hui prend des formes différentes C'est un état de fait. Un monde virtuel par rapport à un monde réel illustré notamment dans les communications médiatiques (presse locale et internationale) entre ce qui se dit et ce qui est réellement là : le processus de paix est mis à toutes les sauces mais il n'y a pas de processus de paix ! C'est un concept complètement virtuel et cynique pour créer l'illusion et cacher la réalité. Le processus de colonisation lui est réel. Depuis qu'Israël en juin 1967 a mis en œuvre cette politique de colonisation, il continue et avance avec toutefois une pause dans celui-ci qui s'illustre avec l'arrivée d'Yitzhak Rabin au pouvoir. Celui-ci fut stoppé par deux balles de revolver tirées par Ygal Amir, un colon israélien.

Ce processus n'est pas un ensemble d'initiatives mal coordonnées et arbitraires, c'est un processus planifié, réfléchi et qui garde une grande cohérence. L'architecte de ce mécanisme, dans la deuxième moitié du XIXème siècle, est Ariel Sharon, seule personne avec Ben Gourion, qui a une stratégie pour son pays. Toutes les autres sont des « politicards ». Ces deux figures politiques ont un projet, une visée qui participe d'une grande cohérence. Dans ces discours, Sharon dit « la guerre d'indépendance n'est pas encore finie. La paix n'est pas à l'ordre du jour, du moins dans les cinquante années à venir ». En effet, Israël ne peut définir ses frontières car « Notre frontière, c'est là où nous traçons le dernier sillon » (Citation de Ben Gourion). Et Israël ne pourra revendiquer sa souveraineté si elle s'arrête : il faut semer ce pays de villages, de colonies, de stations essence reliés par des routes pour dire « on est là ». C'est une politique systématique de colonisation vers l'est, vers l'intérieur. Tant que la communauté internationale ne bouge pas, tant que les palestiniens n'ont pas les moyens de se battre, la colonisation avance.

La question « qu'est-ce qu'on fait des arabes ? » est claire dans le plan sioniste : l'objectif est de construire un état juif (de juifs) pas avec une culture juive et non plus avec une population judéo-arabe. Il est question de créer l'optimum entre un maximum de territoires pour les juifs avec un minimum de population arabe dessus. L'exemple flagrant est Gaza.

Le peuple juif veut un état à soi, même si ce n'est pas très original à l'image des précédentes colonisations qui étaient vécues comme positives et normales. Ce qui au début du siècle était deux valeurs phares à l'image de la colonisation des terres vierges de civilisation (pour exemple française) pour implanter sa culture, sa religion (état ethnique et national)

Stratège, Sharon a exclu de son plan l'expulsion des arabes. En 2000, la menace d'une autre guerre d'épuration ethnique risquait de provoquer une intervention internationale (comme au Kosovo ou au Rwanda) et il préférait dans ce contexte que la communauté internationale le laisse gérer seul la situation. Le risque était double de mettre sur la table la



situation des réfugiés de 1948 mais aussi les nouveaux réfugiés. Il se souvient aussi qu'en « 1982, il avait voulu aller plus loin et il a dû démissionner. Expulser les arabes n'est donc pas une option réaliste même si c'est souhaitable... » Stratège, Sharon a exclu de son plan l'expulsion des arabes. En 2000, la menace d'une autre guerre d'épuration ethnique risquait de provoquer une intervention internationale (comme au Kosovo ou au Rwanda) et il préférait dans ce contexte que la communauté internationale le laisse gérer seul la situation. Le risque était double de mettre sur la table la situation des réfugiés de 1948 mais aussi les nouveaux réfugiés. Il se souvient aussi qu'en « 1982, il avait voulu aller plus loin et il a dû démissionner. Expulser les arabes n'est donc pas une option réaliste même si c'est souhaitable... » Du même coup, les arabes « seront là et pas là » à la fois. Israël en fait des « non

présents, des présents-absents ». Ceci se traduit par une carte des territoires palestiniens qui ressemblent à un emmental : Israël est le fromage, et les trous de l'emmental représentent les territoires palestiniens. C'est la politique de transformation de l'espace en Bantoustan (référence à l'apartheid en Afrique du sud) : Des check-point tout autour et le mur. La conception est que les Palestiniens peuvent y faire ce que bon leur semble : un état ou plusieurs, c'est leur problème. Sharon est sans état d'âme. Tout est fait pour que personne ne se croise, les routes palestiniennes passent tantôt dessus tantôt dessous des routes israélienne. La mise en place de routes de contournements, de ponts et tunnels permet un chassé/croisé permanent et incessant. Ce système d'occupation coloniale est axé sur une ségrégation des personnes par une répartition de l'espace en deux dimensions rendant les palestiniens « présents absents » du territoire. On enferme, on isole pour que ça ne déborde pas. En attendant, Israël continue son processus d'Ouest vers l'Est, axe sur lequel il fait avancer la colonisation. Entre les terres, il crée des routes de pénétration, des ponts, des tunnels et les palestiniens sont assignés à résidence. Ils sont séparés par des zones colonisables et entre ces zones, Israël installe des bornes d'essence, des bases natures, des colonies.

Ce plan a été présenté à l'administration américaine en 2003 comme une « solution provisoire et à long terme ». Les états unis ont interpellé sur la continuité territoriale pour les palestiniens en disant que ça ne peut être une solution à long terme. Sharon a répondu « no way ». Alors les experts des nations unies sont venus et ont proposé un autre terme : « une contiguïté territoriale », et ainsi on va parler d'autre chose : une liberté d'accès. Ceci se traduit par une géométrie à deux dimensions : un système de pont, de tunnel et de route sont actuellement construits pour que dans 10 ou 12 ans, les citoyens d'Israël puissent avoir une liberté d'accès en passant par dessus ou par dessous les territoires palestiniens. Les Israéliens seront ainsi chez eux où qu'ils soient. Il va de soi, que Israël a les clés des tunnels. Dans la logique de Sharon, ceci conduirait à deux états l'un sur l'autre qui se superposent, se chevauchent et qui maintiendront la séparation.

Dans les accords d'Oslo, Yasser Arafat souhaitait négocier un passage « garantie » entre Gaza et la Cisjordanie (Safe passage) où les israéliens n'auraient pas de droit de regard. Il ne l'a pas obtenu. Les moyens de

pressions sont en effet très forts du coté Israélien : bouclage de zone ! Aujourd'hui, les palestiniens n'ont plus de recours : il tenait à récupérer tout leur territoire, puis on soutenu un état binational et aujourd'hui ils sont pour la séparation, avec intériorisation de la défaite. Le rapport de force a changé, le délai est trop long, le projet n'est plus clair. Et un état unique avec une seule armée serait un état d'apartheid. Il faut sans aucun doute questionner les palestiniens sur là où ils en sont : l'AIC n'est pas le porte parole de leur cause.

La reconnaissance de l'état d'Israël est très importante : sur le plan



financier, politique, prospérité et différents lobbying. C'est aussi l'avant poste de l'Occident en Orient. Avec en présence, la menace de l'islam et du terrorisme (terrorisme représentant le glissement sémantique vers islamisme). La communauté internationale joue un rôle prépondérant qui réagit différemment en fonction des enjeux. L'Europe accepte que cette zone soit sous influence américaine. C'est aussi un marché important pour elle. Et même si la France a joué un rôle très important de mise en garde. Une américanisation s'opère dans le discours et l'Europe se retrouve sous pression américaine. « Si l'Europe tenait le discours d'il y a 20 ans, elle pourrait être support. »

Après cette conférence, Michel nous propose un départ en car pour voir de visu et en situation le processus de colonisation. Dans son portefeuille

un papier plié et déplié une bonne centaine de fois : tout est écrit par Sharon, depuis déjà... des dizaines d'année...la stratégie de colonisation est tactique, technique, organisée, froide et avance à très grand pas... effrayante!

Dans le car, il complète son propos saisit de nos questions. Quoi faire ? Témoigner et relayer le BDS : Boycott Désengagement et Sanction vis à vis d'Israël qui a des effets depuis un an (alors qu'il a démarré en 2005!). Le programme se décline suivant le choix des organismes (B ou D ou S ou les 2 ou 3). Il est efficace car il permet aussi de cibler certains produits Israéliens.

Voici un extrait pour conclure du livre « Programmer le désastre - La politique israélienne à l'œuvre », Paris, La Fabrique, 2008, de Michel Warscawski sur l'actualité :

*« le Hamas n'a pas usurpé le pouvoir, mais qu'il a été élu dans des élections sous haute surveillance dont la communauté internationale a salué la transparence ; que c'est le Fatah de Mahmoud Abbas qui a mis fin au gouvernement d'union nationale sous la pression américaine ; que c'est Mahmoud Abbas qui, avec l'aide de l'armée israélienne, a fait une tentative de coup d'État avorté dans la bande de Gaza... »*

Évoquant le discours médiatique occidental qui attribue au Hamas la responsabilité de tous les maux des Palestiniens, Warscawski ajoute : *« Si cette propagande mensongère trouve une oreille réceptive, [...] c'est parce qu'elle entre en résonance avec l'idéologie du choc des civilisations [...] Souvent enrobée de féminisme et de laïcité, l'islamophobie est venue prendre la place de l'ancien antisémitisme, passé de mode. »*

Certaines de ses remarques les plus intéressantes concernent les nouvelles formes de lutte contre l'occupation, qui sont l'occasion d'une collaboration entre les Palestiniens et les Israéliens sur des bases fort différentes de celles que sa génération a connue. Il ne cache pas son admiration pour les jeunes *« Anarchistes contre le mur »*, dont il dit : *« S'ils n'ont pas lu les classiques, ils possèdent en revanche une boussole éthique d'une grande précision. Ils identifient l'injustice sans jamais se tromper, qu'elle concerne l'oppression d'un peuple, les sans-abri des quartiers sud de Tel-Aviv ou les conditions de vie inhumaines des travailleurs immigrés. »* Mais surtout, ils militent avec les Palestiniens

sans paternalisme, et c'est ce qui explique en partie leur succès à Bil'in, succès dont l'auteur n'idéalise d'ailleurs pas l'importance.

*Anne Claire Devoge et Frédéric Pichard à partir des interventions de Michel Warschawski*

## **Arabe israélien ou palestinien d'Israël**

Il arrive souvent que l'on rencontre plusieurs types d'appellation pour parler des différentes communautés vivant en Israël. Celle utilisée officiellement par l'Etat d'Israël est celle des « arabes israélien ». Les palestiniens vivant encore en Israël préfèrent quant à eux s'appeler les « palestiniens d'Israël ». L'identité est ainsi au cœur de ce contexte. Nous tentons ici de l'illustrer

Les deux appellations existent et ne parlent pas des mêmes personnes. Le point central de l'appellation "palestinien d'Israël" est qu'elle confère une légitimité aux palestiniens vivant en Israël et à l'Etat d'Israël. Ainsi elle exprime la particularité et la légitimité de la seconde population majoritaire de ce pays (non expulsée en 1948 au cours de la Nakba) et permet de savoir de qui on parle très clairement. Toutefois, elle ne présente pas la diversité des communautés de l'Etat d'Israël. Qui sont donc ces autres minorités ?

L'appellation « arabe israélien » est plus large mais ne prends pas en compte tout le monde. Cette appellation intègre tous les arabes, les sépharades (juifs, chrétiens ou musulmans), les palestiniens, les bédouins et les druzes. Cette appellation est composée d'un regroupement de différentes communautés minoritaires du pays. Cela permettrait il de mettre à l'écart, de « noyer dans la masse » sous l'appellation "arabes Israéliens", la présence des palestiniens vivant en Israël ? Cette présence revêt un fort enjeu pour l'Etat Israël, celui de la légitimité des palestiniens, présents depuis toujours et qui remettrait en question le mythe fondateur de l'Etat d'Israël, une terre sans peuple pour un peuple sans terre !

L'appellation la plus répandue est celle religieuse des "citoyens juifs israélien" qui regroupe, les Ashkenazes (juifs d'Europe centrale et de l'est), les Séfarades (juifs Afrique du Nord et d'Espagne), Falash Mura, les Russophones, les Indiens (Bnei Israël), les juifs éthiopiens et les Hébreux noirs. Ce sont les communautés les plus valorisée par l'Etat Israël. Cependant ceci fait bien état d'une « classification » ethnique.

Ainsi la notion englobant toutes les personnes vivant en Israël est "les citoyens israéliens". Cette notion va regrouper tout le monde, elle est laïque et séculaire. Bien sûr, elle oublie les minorités telles que les travailleurs émigrés qui n'ont qu'une autorisation de 5 ans et 3 mois maximum (Majoritairement en provenance de la Thaïlande [env30%], chine, philippines, Europe de l'est, Amérique latine...).

Les nombreuses appellations permettent de préciser de qui on parle. Toutefois, l'utilisation par l'Etat d'Israël de termes tels que « arabe israélien » ou « citoyen juif israélien » révèle de fait des différences, des exclusions volontaires.

Pourquoi autant d'appellations si ce n'est que ces personnes sont considérées comme différentes aux yeux de l'État d'Israël "normalement" garantissant des droits élémentaires de tous. Toutes ces personnes n'ont pas accès aux mêmes droits et aux mêmes obligations. Ainsi, la question centrale de ces différentes appellations serait celle de la discrimination et de la ségrégation.

C'est de cela qu'il faut nous méfier, qu'il faut aiguïser notre vigilance dans nos propos et c'est pourquoi nous devons faire usage d'une terminologie claire, précise et explicable aux autres.

En illustrant pour terminer ce propos, le système des cartes d'identités des palestiniens, nous pourrions nous apercevoir comment cette ségrégation se met en marche pour affirmer les rapports de domination. Ce système venant compléter les autres outils coloniaux que sont le mur, les check-points, les routes de contournements, les destructions de maisons, les colonies, l'annexion des zones riches en eau... Le processus colonial est une approche globale dans les rapports de domination. Ainsi, il est militaire, géographique, économique, judiciaire, sécuritaire, social. Les cartes d'identités définissent entre autres les droits et les non droits des citoyens.

Les cartes d'identités israéliennes listent la "nationalité", qui peut être Juive, Arabe, Druze, Circassienne, Samaritaine, Kara'ite, ou étrangère. Selon Schlomo Sand : « Certains étudiants israéliens peuvent avoir marqué RDA sur leur carte d'identité même si l'Allemagne de l'Est n'existe plus ». Les israéliens n'ont pas l'autorisation de se rendre en Cisjordanie pourtant certains y vivent et notamment dans l'ensemble des colonies établies en Cisjordanie.

Les palestiniens vivant en Israël possèdent une **carte orange**, ils n'ont pas accès au service militaire, contrairement aux Bédouins et aux Druzes. Le service militaire conditionne en partie l'accès aux emplois élevés dans la hiérarchie sociale et professionnelle en Israël. Il suffit d'avoir une carte d'identité israélienne de résident permanent pour avoir le droit de vivre et de travailler en Israël. Aucun autre permis n'est nécessaire. Cette carte d'identité donne également accès aux caisses d'assurance nationale et médicale. Ils ont le droit de vote pour les élections municipales, mais non nationales.

**La carte bleue** est en possession des palestiniens habitants à Jérusalem Est. Ces personnes ont le droit de se rendre sur l'ensemble du territoire d'Israël et de Cisjordanie. Toutefois ils doivent justifier de leur résidence principale à Jérusalem. Ils sont considérés comme des résidents permanents en Israël. Toutefois la loi des absents les contraint à ne pas laisser leur domicile sans une présence au risque de voir celui-ci être réquisitionné par l'Etat d'Israël.

**La carte verte** : Cette carte d'identité appartient aux palestiniens qui habitent en Cisjordanie. Ils peuvent y circuler, mais subissent de nombreux freins aux déplacements notamment par la présence des check-points sur le territoire. Ils n'ont pas le droit de se rendre en Israël, sauf par l'obtention d'une permission spéciale, délivrée au compte goutte. Ces permissions spéciales sont délivrées sous forme de permis de travail, de scolarité ou pour des raisons sanitaires. Ils devront présenter leur document au check-point du mur de séparation, sans garantie de passage.

*Frédéric Pichard*

# Les CEMEA International et Palestine.

## **L'éducation est politique!**

Les CEMEA inscrivent leurs actions dans l'esprit de l'Éducation Populaire qui « *est tout à la fois une philosophie de l'histoire, une configuration et un outil. Elle est au carrefour de l'éducation permanente, de l'éducation des adultes, de l'histoire ouvrière, de l'animation socioculturelle et de l'économie sociale* » Luc Carton dans Les défis de l'Éducation Populaire. Les CEMEA sont donc un mouvement d'éducation nouvelle, d'éducation populaire qui inscrit son action dans une logique de transformation des pratiques, des relations et donc plus globalement dans une transformation sociale de notre société. Notre engagement se situe dans le champ de l'Éducation. Il est donc politique ! Il résulte d'un choix d'intervention qui, situant l'action de Formation comme vecteur principal, porte l'ambition d'une transformation profonde des pratiques éducatives mais pas n'importe comment ! Le sens politique de notre action reste bien celui de traduire par la pédagogie et l'éducation Nouvelle la nécessité de participer à la refondation d'un projet de société alternatif (congrès de Aix en Provence, Août 2010) !

*“Il est inévitable et salutaire que quelqu'un résiste à celui qui veut le " fabriquer ". Il est inéluctable que l'obstination de l'éducateur à soumettre la personne à son pouvoir suscite des phénomènes de refus qui ne peuvent entraîner que l'exclusion ou l'affrontement. Éduquer, c'est refuser d'entrer dans cette logique.”*, Philippe MEIRIEU.

## **L'éducation nouvelle, quelques principes fondamentaux**

### **L'éducabilité**

Nous partons d'un premier principe: l'éducabilité des enfants et des adultes. Nous sommes tous et toutes capables. Chaque enfant, chaque adulte à des potentialités immenses trop souvent insoupçonnées et sacrifiées. Le pari de l'éducabilité bouleverse l'éducation actuelle qui a connu certes une massification de l'accès à l'éducation mais en aucun cas une démocratisation de cet accès (l'inégalité d'accès en fonction des

catégories socio-professionnelles reste d'actualité) « *Tout être humain peut se développer et même se transformer au cours de sa vie. Il en a le désir et les possibilités* » est un des principes des CEMEA

### **Une dialectique entre recherche, conceptualisation et action**



Cette dialectique est une des conditions essentielles pour que nous ne nous enterrions pas dans une tour d'ivoire, dans un isolat théorique ou pour que nous ne soyons pas que des activistes, avec la perte de sens que cela peut entraîner. Nous

menons donc cette dialectique avec une approche théorique qui permet de conceptualiser des pratiques afin de favoriser nos espaces d'échanges et de confrontations, afin de favoriser la recherche pédagogique; mais aussi une approche pratique qui consiste à mettre en œuvre des idées, à évaluer les effets. Cette dialectique s'inscrit par une recherche de cohérence entre les actes et les principes.

### **Une éducation qui se centre sur la personne et qui se fonde sur l'agir et le projet**

Il ne peut y avoir d'éducation si cela ne fait pas sens et désir pour la personne. Ce constat entraîne une recherche de sens. Pourquoi apprendre? Il est inutile de lancer des apprentissages sans avoir répondu à cette question fondamentale. Notre pédagogie va donc entre autres consister à inscrire son action dans la vie, dans le concret: on écrit pour une correspondance, pour être publié et donc être lu... L'enfant, le jeune, l'adulte doit donc être acteur de son apprentissage. Cela se traduit pour les CEMEA par quelques principes

- Notre action est menée en contact étroit avec la réalité.
- Le milieu de la vie joue un rôle capital dans le développement de

l'individu.

- L'éducation doit se fonder sur l'activité, essentielle dans la formation personnelle et dans la culture.
- L'expérience personnelle est un facteur indispensable du développement de la personnalité.
- L'éducation doit partir et se construire à partir de la personne.

### **Une éducation sociale**

Le groupe est indispensable à l'enfant, non seulement pour son apprentissage social mais aussi pour son développement. Il va y prendre une place, un rôle et entre autres construire ainsi des apprentissages sociaux: apprendre à parler en groupe, à négocier, à faire des choix individuels, à proposer des compromis, des synthèses, à décider collectivement... Le mode d'organisation du collectif est donc essentiel et doit s'appuyer sur une prise en compte réelle du sujet, de l'individu. Il doit donc y avoir une place essentielle à la parole (où je peux poser mes différentes paroles et quelles prises en compte de celles-ci) Il doit y avoir une réflexion sur l'association des enfants, jeunes dans les processus de décisions. Nous devons nous placer dans un processus d'apprentissage du vivre ensemble, dans des espaces collectifs et démocratiques...

## **Les CEMEA et l'international**

### **L'essence de notre action**

Une mondialisation ne doit pas être qu'économique. Nous vivons dans une société mondiale. C'est une réalité incontournable. La mondialisation s'accélère avec des conséquences tant à l'échelle internationale que locale. Désormais, le niveau local et le niveau global sont parfaitement interdépendants et indissociables. Il faut réfléchir aux dérives possibles du sentiment identitaire collectif, du repli sur soi que cela pourrait engendrer. Il faut aussi porter une réflexion sur les effets de la mondialisation libérale. Nous devons donc multiplier les possibilités d'échanges et de développement de coopérations internationales comme autant de chances objectives de mieux comprendre le monde qui nous entoure et d'agir sur celui-ci. Dans ces conditions, les dimensions internationales et interculturelles doivent être présentes en permanence dans la réflexion et l'action d'acteurs engagés dans l'éducation populaire. Ce qui est en jeu c'est de construire et de multiplier les situations

inductrices de rencontres avec l'autre, avec l'ailleurs, d'autres réalités, d'autres cultures.

### **Permettre une éducation à l'Europe et au monde: pour une éducation à la solidarité**

Par éducation à l'Europe et au monde, on entend mieux connaître nos histoires, nos réalités respectives. On repère que la citoyenneté européenne doit se construire au-delà des discours dans une mise en œuvre concrète et palpable. Pour des mouvements d'éducation populaire, cela consiste entre autres à échanger sur nos réalités respectives sur l'éducation formelle, spécialisée, non formelle (terme européen pour parler de l'animation socioculturelle). C'est donc travailler à la connaissance de différents pays: des politiques jeunesse des différents pays, des organisateurs (structure, financement, projet éducatif, pédagogie, mode de fonctionnement...), des publics (spécificité de l'enfance et la jeunesse de chaque pays, des besoins, des conditions sociales...), des différentes pratiques pédagogiques...

L'enjeu dans un premier temps est bien d'intégrer la dimension interculturelle dans le parcours éducatif de tout citoyen dès son plus jeune âge, de lui offrir des possibilités d'apprentissage de l'altérité tout au long de sa vie pour lui permettre d'acquérir des compétences interculturelles. Dans un deuxième temps l'objectif est de concrétiser des actions d'échanges, de solidarités...

Cette démarche globale doit comporter plusieurs étapes:

- Sensibiliser et réfléchir ici, avec au début ses propres représentations
- Provoquer la rencontre ici. L'interculturel existe ici (être conscient de sa propre culture, de ses références et entrer dans un dialogue réel pour pouvoir construire ensemble des expériences, des perspectives.)
- Voyager et aller à la rencontre. Rencontrer est un art qui s'apprend et nécessite une réelle démarche pédagogique.
- De la rencontre qui se pérennise, construire des actions de



solidarités

### **Développer des pratiques interculturelles**

L'enjeu est bien d'intégrer la dimension interculturelle dans le parcours éducatif de tout citoyen dès son plus jeune âge, de lui offrir des possibilités d'apprentissage de l'altérité tout au long de sa vie pour lui permettre d'acquérir des compétences interculturelles. Des positionnements éducatifs et des propositions pédagogiques doivent être construits à partir de regards croisés européens et internationaux: être conscient de sa propre culture, de ses références et entrer dans un dialogue réel pour pouvoir construire ensemble des expériences, des perspectives. Nous devons donc avoir cette attention et travailler sur les outils (créations et analyses de ceux qui existent) afin de sensibiliser les jeunes, les professionnels et volontaires sur ces questions.

### **Aider, favoriser l'émergence de projets solidaires**

La solidarité internationale doit pouvoir se vivre concrètement auprès des jeunes afin que cette solidarité puisse prendre du sens. Nous devons accompagner les jeunes dans cette démarche:

- Le projet à l'initiative des jeunes est une base fondamentale et nécessaire
- L'existence d'un partenaire est une nécessité pour que le projet réussisse
- Le projet doit être le résultat d'une co-construction et la place du partenaire étranger doit être suffisante au risque d'avoir une attitude inconsciente post-coloniale. On peut indirectement imposer nos points de vue, nos manières de voir et nos manières d'être. La rencontre internationale nécessite de se décentrer de sa propre personne, sa propre situation et son propre contexte.

### **Nos actions**

Nos actions sont diverses et s'inscrivent à la fois sur le champ de la pratique et de la réflexion. Notre champ d'intervention théorique s'inscrit dans une recherche et conceptualisation autour de la pédagogie de la rencontre et de l'interculturel, autour des rapports Nord/Sud, de la construction de positionnements communs à l'échelle internationale.

Dans la pratique, nos actions concrètes s'inscrivent sur plusieurs champs.

Le premier champ, c'est celui de la mobilité des professionnels et des volontaires. Cela consiste, travers nos formations, à donner la possibilité à des animateurs professionnels et travailleurs sociaux en fin ou en cours de formation, de vivre une expérience personnelle et professionnelle dans un autre pays : partir, vivre, et travailler dans un autre pays, découvrir d'autres langues, d'autres repères et d'autres pratiques pédagogiques avec nos partenaires. C'est ainsi que les CEMEA ont organisé et mettent en œuvre plusieurs projets. Quelques exemples sur la région Pays de la Loire: des stages BAFA 3 à l'étranger tous les ans: Maroc, Roumanie et Italie, un stage Franco Allemand (BAFA Juleika) avec double diplôme et un groupe bi-national (tant au niveau des stagiaires que de l'équipe), un stage professionnel Léonardo annuel de 14 semaines en Allemagne, concernant huit personnes dans la région, des échanges franco-allemands entre notre formation DEJEPS et une formation de travail social.

Le deuxième champ, c'est celui de la mobilité des jeunes par l'intermédiaire des centres d'animations, des lycées...

Renforcer la mobilité des jeunes c'est aussi aider différentes structures éducatives dans la préparation de leurs séjours (loisirs et éducatifs) et rencontres de jeunes. L'aide méthodologique consiste à accompagner les structures sur plusieurs aspects, entre autres la connaissance des pays et mise en contact avec des partenaires, la connaissance des dispositifs et de l'agence française du programme européen de la jeunesse; l'aide autour de la méthodologie du départ à l'étranger: association des jeunes, travail sur les représentations et les stéréotypes, préparation linguistique, travail avec les partenaires autour des objectifs réciproques, réflexion sur l'immersion et les activités qui permettent une réelle rencontre...

Le troisième champ est celui de la rencontre entre mouvements, associations, personnes et favoriser ainsi l'émergence de projets communs, et mettre en œuvre concrètement la solidarité internationale. C'est ainsi que les CEMEA Pays de la Loire ont organisé ou ont participé à plusieurs rencontres internationales: en 2006 à St Herblain avec des délégations d'Italie, du Portugal, de Roumanie, de Lituanie, de Palestine, de Kanaky; en 2008 à Nantes sur les dispositifs favorisant la mobilité, les législations européennes sur la protection des mineurs, ou au Mans autour des séjours des jeunes, en 2009 ) St Nazaire avec des délégations d'Irlande, Espagne, Pologne, Palestine...

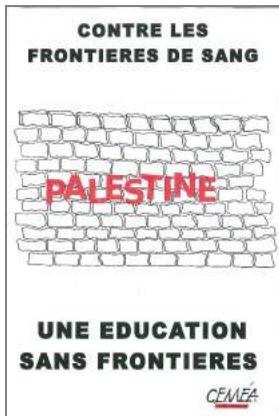
Lors de ces rencontres nous sommes à la fois dans l'organisation d'échanges mais aussi sur des projets concrets de solidarité en Palestine, Sénégal, Maroc...

## Les CEMEA et la Palestine

Les CEMEA sont engagés depuis plusieurs années sur la Palestine. Jean Marie Michel explicite notre engagement sur ce territoire dans Repères et Actions (Décembre 2005):

- « Une ambition éducative naturelle et conforme à toute l'action éducative de solidarité internationale développée par les CEMEA depuis toujours...
- Une volonté aussi de répondre plus précisément au désir des responsables palestiniens de construire un système éducatif adapté à leur histoire, à leur culture, à leurs besoins propres et en rupture avec les politiques antérieures d'assimilation de la Jordanie et de l'Egypte...
- La contribution de notre action à une éducation à la paix de la jeunesse palestinienne a représenté, dès le début, un défi dont on mesure bien, à la fois, l'importance, la complexité, la fragilité... dans cette région, mais qui reste pour nous un objectif essentiel. »

Plus loin, Jean Marie Michel précise les conditions de l'engagement des CEMEA dans les années 90 en Palestine.



«Nous ne sommes pas indifférents à la souffrance d'une population qui vit une situation intolérable d'occupation. Nous nous sentons très concernés par la violence des conflits, choqués devant ces centaines de morts, dont beaucoup d'enfants palestiniens... et nous ne pouvons pas davantage accepter l'horreur des attentats-suicides en Israël. Défendre la paix, protéger les droits et œuvrer pour la justice exigent beaucoup de volonté, de courage et d'engagement. Nous exprimons cet engagement à travers notre action éducative... »

Les CEMEA Pays de la Loire avaient participé à des actions de solidarité en 1999, 2000 et 2001 mais nous avons réellement et collectivement pris une part plus active en 2006, avec entre autres une participation active au projet des Ponts au-delà des murs et Génération Palestine. Au niveau des CEMEA Pays de la Loire, nous nous appuyons sur un cadre et des principes identifiés. Nous reprenons les principes cités dans la première partie du texte de Jean Marie Michel (trois principes) Nous y rajoutons quelques objectifs et positionnements:

- La contribution à la rencontre et l'ouverture culturelle et interculturelle des jeunes (échanges de jeunes)
- La Palestine vit une souffrance, un apartheid depuis plus de soixante ans et ceci malgré les centaines de résolutions de l'ONU. La jeunesse est particulièrement visée dans ce conflit. Le bombardement d'écoles gérées par l'ONU sur Gaza en Janvier 2009 est une illustration de cette politique. Pourtant une jeunesse avec de l'espoir, instruite, éduquée, avec une conscience critique individuelle et collective est un gage d'avenir pour la Palestine.
- Une nécessité pour les Français (jeunes, moins jeunes...) de comprendre la nature de ce conflit et de comprendre que ce n'est pas avant tout un conflit de religions mais bien un conflit de territoire, colonial.
- Nos partenariats en France, en Israël... se construisent sur le partage d'une posture commune: reconnaissance de la réalité coloniale, reconnaissance de la nécessité de l'existence d'un État Palestinien.

C'est donc à travers ces principes et ce cadre que nous avons mis en œuvre plusieurs actions:

- Avec Génération Palestine co-animation et accompagnement pédagogique sur un centre de vacances sur le camp de réfugiés de Faraa (2006/2007).
- Avec Génération Palestine accompagnement de jeunes de la région sur la découverte de la situation en Palestine (accompagnement et préparation au départ, au retour...2006 à 2010)
- Organisation de délégation de la Région Pays de la Loire en 2009 et 2010 (avec l'aide et la participation du Conseil Régional Pays de la Loire, la ville d'Allonnes, l'Office Municipal de la Jeunesse de St Nazaire, les Francas, la Fédération Régionale des MJC de Bretagne...)

- Accueil de délégation (2009, 2010) de Naplouse et Bethléem
- Accueil de groupe de jeunes de Naplouse (centre de Darna) en 2009 et 2010
- Accueil et envoi de SVE (en cours)
- Accompagnement d'associations de femmes
- Lancement d'un nouveau projet de la constitution d'un institut de formation

A ce jour notre action se centre sur plusieurs axes:

- Permettre de mieux connaître la situation en Palestine (témoignages, exposition, accompagnement de personnes en Palestine...)
- Échanges dans les deux sens de jeunes et moins jeunes dans un objectif d'échanges et dans une perspective de solidarité internationale
- Constitution et accompagnement dans la mise en œuvre d'un institut

de formation à l'éducation non formelle, l'animation sociale... Tisser des liens entre associations, collectivités d'ici et là-bas pour favoriser l'émergence de projets de solidarités.



Nous sommes

aussi dans une démarche collective car cela nous semble une garantie de pérennité du projet mais aussi de partage de l'analyse des besoins et des réponses apportées. C'est ainsi que dans la région Pays de la Loire, nous avons constitué le 8 Octobre 2010 un collectif regroupant les CEMEA, les Francas, La Ligue de l'Enseignement, l'OMJ de St Nazaire, le service jeunesse d'Allonnes et Génération Palestine. La liste n'est pas close, mais cette création permet d'engager une démarche collective au sein des

mouvements d'éducation populaires et de mouvements laïcs.

En Cisjordanie le projet d'échanges de jeunes, de co-animation, de création de l'institut de formation se construit aussi avec plusieurs partenaires, d'associations investies dans les villes, camps de réfugiés, de villages, de Naplouse à Bethléem en passant par Hébron...

Cette solidarité s'inscrit donc dans une incapacité de rester indifférent face aux inégalités, à l'oppression organisée... Néanmoins elle ne s'inscrit pas dans une fausse solidarité qui pourrait s'apparenter à de la charité. Pour éviter de tels écueils il faut tenter de respecter quelques principes. Le premier c'est de garder en tête que notre action repose sur une conscience sociale commune, dans le cadre d'une construction collective. Tout projet de développement doit être initié, piloté par le partenaire du sud, de l'est, d'ici ou d'ailleurs, par la personne qui reçoit l'aide. Ce n'est parce que « nous » recevons de l'aide que « nous » devons rester passif et ne pas être acteur de son propre avenir.

Nous devons sortir du mythe du « blanc sauveur », du « blanc grand frère »... Certains pays n'ont pas besoin de passer d'un colonialisme militaire d'occupation à une forme de paternalisme. Un proverbe chinois, bien connu, dit qu'il vaut mieux apprendre à pêcher que de donner un poisson. Il faut aller au-delà de ce proverbe. Car nous devons surtout aider les personnes à se mettre en situation collective d'apprentissage, d'autonomie... Le don ou l'assistance agissent sur les effets et non sur les causes de la situation; ils ne sont que des solutions provisoires. Ils risquent d'engendrer une dépendance du bénéficiaire vis-à-vis du donateur : celui-ci a alors tendance à attendre au lieu d'entreprendre. Notre action consiste donc à concevoir l'appui comme un complément aux efforts des populations : c'est-à-dire agir en utilisant leur mode de fonctionnement, leurs ressources humaines et matérielles. Ne pas se limiter au soutien à l'apport financier et matériel : favoriser le développement de savoir-faire, d'auto-organisation. Et un mouvement d'éducation et d'éducation nouvelle a toute sa place dans un tel processus.

*Régis Balry pour les CEMEA Pays de la Loire*

# Partenaires

Le **partenariat** se définit comme une association active de différentes organisations, différents collectifs qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de lier leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun relié à un problème ou à un besoin clairement identifié et partagé.

Depuis quelques années, les CEMEA Pays de la Loire ont conçu, construit, mis en œuvre plusieurs actions et projets autour de la Palestine. Cette volonté collective s'inscrit dans un besoin, mais aussi dans un objectif de fonctionner en réseau, de créer des synergies, des démultiplications, des espaces de rencontres. Le point commun que l'on ne souhaite pas négocier: celui de la reconnaissance du fait colonial et de son refus.

Depuis ces quelques années nous avons eu des actions avec plusieurs associations et mouvements d'éducation populaire en France (Génération Palestine, les Francas Pays de la Loire, la Fédération des MJC de Bretagne, la Ligue de l'Enseignement 44, Gaza Jérusalem, l'AFPS (France Palestine Solidarité, l'Office Municipal de St Nazaire, l'Accoord-Ville de Nantes, la GUPS-France), des collectifs (la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine...), des collectivités (Conseil Régional Pays de la Loire, la Ville d'Allonnes, de St Nazaire...), en Palestine (le centre de Darna-Naplouse, Hakoura-Jénine, Not to forget-Jénine, Al Phoenix-Bethleem/Deisheh, Centre Culturel Africain-vieille ville de Jérusalem, AIC-Jérusalem, Collectif d'habitant palestinien du centre d'Hébron, le centre social Burj el luq luq de la vieille ville de Jérusalem...)

Nous souhaitons dans ce chapitre présenter quelques partenaires de France et de Palestine. Les deux associations Palestiniennes présentées sont deux centres d'éducation populaire avec qui nous sommes en partenariat sur des échanges de jeunes et la constitution de l'institut de formation. Le troisième partenaire présenté est celui de l'AIC (Alternative Information Center) qui nous accueille régulièrement lors de nos délégations, et qui à la spécificité d'être israélo-palestinienne avec l'adhésion de personnes des deux nationalités, des locaux à Jérusalem et à Bethléem... Pour la France nous présentons Génération Palestine au

regard d'un projet ambitieux d'éducation populaire que nous soutenons, et la Plateforme française des ONG pour la Palestine au regard de la démarche collective initiée et mise en œuvre.

## **Centre Al phoenix**

Le projet du centre Al Phoenix est à l'initiative des habitants du camp de réfugiés de Deisheh. Il a débuté en 1997 et consistait au départ à construire un lieu où les enfants du camp de Deisheh pourraient venir jouer. Après différentes péripéties et notamment deux destructions par l'armée israélienne, la construction du centre a pu être terminée. Des activités s'y déroulent depuis 2002. Par la suite, une association s'est montée en 2005, à l'initiative de personnes intervenant dans le domaine de la culture, du travail social, du développement, des droits de l'homme et de la démocratie.

L'association espère prendre une part active dans la construction d'une société palestinienne libre. Le but est de créer un pays politiquement, socialement et économiquement indépendant. Pour cela le centre Al Phoenix favorise la prise de conscience et la promotion de la culture démocratique et le développement des droits que nous accordent les lois internationales : la liberté et la justice sociale.

L'association se consacre à atteindre ces objectifs en fournissant des services élémentaires. Elle est basée à Bethléem et travaille dans toute la Palestine.

Depuis le début, les grands principes de travail ont résidé dans la mise en œuvre de points de vue innovants et dans la recherche de moyens économiques permettant de garantir un développement durable. Ces principes ont été mis en pratique.

Les revenus du jardin, du centre, du bar, de la cuisine, du restaurant et du centre de sport ont permis de financer un atelier de réparation, une laverie et une pension ainsi que de nombreuses activités et des programmes culturels, éducatifs et sociaux en fonction des opportunités croissantes de travail.

L'association est maintenant fortement engagée dans la création d'un projet de broderie traditionnelle, un autre d'objets artisanaux orientaux et un troisième de savon d'huile d'olive et elle souhaite enfin pouvoir compléter le matériel de ses bureaux.



Les objectifs politiques et éducatifs du centre sont les suivants:

- Promotion de l'indépendance nationale, de la liberté démocratique et des droits de l'homme.
- Développement des liens en direction des jeunes, des femmes, des enfants et des personnes handicapées
- Développement de la conscience des idées de liberté, de démocratie
- Développement de la culture, du sport, des arts et des sciences
- Contribution à l'amélioration des conditions de vie des palestiniens, spécialement celles des réfugiés
- Développement du bénévolat, de l'engagement militant et travail en réseau et tisser des liens au niveau local et international
- Développement des services de base, créations d'emplois et soutien à des conditions de vie décentes

<http://phoenixbethlehem.org/>

## **Centre de Darna**

Par la création de DARNA, maison des associations pour l'initiative des

jeunes et des citoyens, nous concrétisons la demande de la jeunesse et des associations de Naplouse rencontrées. DARNA est un outil au service des associations, des initiatives de la jeunesse et de la société civile palestinienne. La maison DARNA développe tout un ensemble d'actions et d'activités socioculturelles, dont des programmes de formation et d'échanges Euro-arabes.



DARNA a comme objectif de renforcer l'identité communautaire et la cohésion sociale des jeunes de la province de Naplouse et au-delà.

DARNA est une plateforme d'associations palestiniennes. Ce collectif comprend, pour le moment : Palestinian Youth Union, l'association de jeunesse Palestinian Vision, l'association l'Union des Clubs Sportifs de Naplouse, le Forum de la Culture et des Actions Sociales dans le camp de réfugiés de Balata, l'association YMCA, le centre d'études et de recherches Bisan , le groupe informel de jeunesse et de théâtre "Qui est pour la culture et l'art ? », le Centre Communautaire de l'université Al

Najah, l'association Lod de Bienfaisance (camp de réfugiés de Al Askar). Mais il ne fait aucun doute que ce collectif s'élargira rapidement, au fur et à mesure que DARNA développe ses activités et ses initiatives, démontre au quotidien combien sa création répond aux aspirations de la population de Naplouse, et notamment de ses jeunes.

### **DARNA FI NAPLOUSE, un lieu de vie et d'initiatives**

DARNA c'est une bibliothèque, un cybercafé, un restaurant social, une salle polyvalente, des formations permanentes aux techniques de la communication, de l'économie sociale et solidaire, des actions culturelles, sportives, des programmes d'échanges euro-arabes.

L'ensemble de l'équipement et des actions sont gérés par une équipe pluridisciplinaire respectant une proportion de 60% de jeunes de moins de 30 ans à tout les niveaux d'organisation (public, adhérents, Conseil d'administration, équipe de volontaires et de salariés)



En cette année 2010, Darna se recentre sur les centres éducatifs...

### **AIC. Alternative Information Center**

L'Alternative Information Center est une organisation pacifique et progressiste israélo-palestinienne situé à Jérusalem-Ouest. Le premier mandat d'AIC est la diffusion d'informations sur les sociétés isaréliennes et palestiniennes, de même que sur le conflit qui les oppose. Fondé lors des derniers jours, de la guerre du Liban en 1983 par le journaliste israélien Michel Warschawski, le centre est né de la nécessité d'offrir une information alternative aux deux peuples. Aujourd'hui l'AIC gère trois

publications majeures, en hébreu, en arabe et en anglais, de même qu'un site web des plus actifs. Il est également devenu un incontournable pour l'obtention d'informations et de contacts auprès des médias israéliens et étrangers.

Pionnier dans la coopération égalitaire entre israéliens et palestiniens, le centre s'est donné comme un mandat d'encourager l'échange, de désenclaver les deux camps. Désormais plus que diffuseurs d'informations, l'AIC est également à la tête de plusieurs projets, notamment de camp d'été. Ce dernier est le seul camp d'été à réunir des jeunes palestiniens de la Cisjordanie et d'Israël à la fois, filles et garçons âgés entre 14 et 20 ans. Enfin l'AIC vient également en aide aux groupes de base d'activistes tant en Israël qu'en Palestine, leur fournissant divers outils visant à consolider leurs revendications sociales et politiques.

[www.alternativenews.org](http://www.alternativenews.org)

## **Génération Palestine**

Jeunes d'origines sociales et culturelles diverses, étudiants et travailleurs, nous sommes unis par le refus de toute forme de racisme et par notre volonté commune de promouvoir les valeurs de justice, d'égalité et de paix. A ce titre, nous sommes particulièrement interpellés par la situation en Palestine. En effet, notre association est née de la volonté de prolonger deux voyages en Palestine organisés par la GUPS (Union Générale des Etudiants de Palestine) en 2005 et 2006, par une action pérenne. Ces camps d'été ont été l'occasion de découvrir par nous-mêmes la réalité du quotidien des Palestiniens. Confrontés à l'occupation en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et aux discriminations subies au sein d'Israël, nous exprimons notre soutien au peuple palestinien dans son ensemble, ainsi qu'à toutes les forces, israéliennes et internationales, qui mènent le combat pour la reconnaissance de ses droits et pour une paix juste dans la région.

Jeunes d'Europe, nous sommes les héritiers de valeurs humanistes et universalistes auxquelles l'Europe a contribué, mais aussi d'une Histoire qui révèle la fragilité de ces principes et le besoin permanent de les rappeler et de les défendre. Nous souhaitons, par notre réflexion et notre action, faire vivre une Europe qui contribue à un monde plus juste et à une Palestine libre. Cet engagement politique est nécessaire face à un monde où les logiques sécuritaires prédominent sur celles du droit.

Le conflit qui oppose le peuple palestinien, privé d'Etat, à Israël, n'est ni religieux, ni culturel, ni ethnique ; il s'agit encore moins d'une « guerre contre le terrorisme ». Sur sa terre et dans l'exil, le peuple palestinien souffre d'une occupation très longue qui se double d'une situation d'apartheid : colonisation ininterrompue, annexion et morcellement des territoires palestiniens par le Mur, répression de toute forme de résistance. Nous demandons l'application des nombreuses décisions internationales condamnant la politique israélienne mais restées lettre morte jusqu'à ce jour. Le respect du droit, par tous, est la seule alternative à la loi du plus fort, à la guerre, et à la logique simpliste du "choc des civilisations", qui fait de la diversité un facteur d'affrontement. C'est la seule solution pour une paix juste entre Palestiniens et Israéliens. La politique du « deux poids, deux mesures », qui ne met pas tous les Etats face aux mêmes obligations, nourrit le sentiment d'injustice de plus en plus violent de ceux qui souffrent au quotidien de l'oppression. Cela entretient également en Europe des amalgames et des clichés culturels et religieux, issus d'une méconnaissance ou d'un détournement de l'Histoire et masquent des rapports économiques et sociaux inégalitaires.

Nous souhaitons opposer à ces simplifications la pertinence de notre réflexion et la vigueur de notre action. Pour cela, nous nous engageons à combattre la ghettoïsation et l'expansion des logiques de ségrégation, qui, ici et en Palestine, compromettent l'avenir. Jeunes, cet avenir est le nôtre et nous le voyons autrement : sans murs et sans ghettos, sans racisme et sans oppression.

Génération Palestine est ainsi née, sur la base d'un manifeste politique voté à l'unanimité, pour donner un cadre commun à tous ces jeunes d'origines sociales et culturelles diverses et désireux de s'investir ensemble pour les valeurs de droit, de paix, de solidarité, et notamment pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

Après un an d'existence, le succès de Génération Palestine est manifeste. Il s'agit aujourd'hui d'un réseau de plusieurs dizaines de jeunes militants actifs et de centaines de sympathisants, comptant 7 groupes locaux, à Genève, Bruxelles, Barcelone, Lyon, Nantes, Bordeaux et la région parisienne, avec des correspondants dans 5 villes supplémentaires. Le projet "Des Ponts au-delà du Mur", en réunissant 150 jeunes de 6 pays européens l'été 2007, a continué d'être la dynamique motrice de

l'association, permettant d'élargir encore les rangs des jeunes investis, tout en apportant un soutien concret à nos partenaires en Palestine et en Israël. Les collectes de dons nous ont permis de soutenir 8 projets, dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, pour un total de plus de 14 000 euros. Le projet "Nos Voix pour la Palestine", après un concert à Stains et un concert à Genève, a abouti en septembre à un premier séjour d'artistes de la scène Hip-Hop en Palestine, ouvrant des perspectives ambitieuses.

Ces réalisations n'auraient pu se faire sans les réseaux et l'expérience héritée de la GUPS et des CEMEA, qui restent les partenaires privilégiés de Génération Palestine. Mais Génération Palestine a aussi affirmé sa présence dans les collectifs, coordinations et plateformes de solidarité avec le peuple palestinien, tout en s'inscrivant résolument dans une volonté d'élargissement, notamment en direction des associations de jeunesse, de l'immigration, et des quartiers populaires. Déterminant fut aussi le soutien de financeurs qui ont cru en nous dès le début, et en premier lieu le CCFD, mais aussi la Fondation Un Monde par Tous, le Ministère des Affaires Etrangères, le CBSP et d'autres, collectivités territoriales, organismes universitaires, associations, et individus. Avec nos ressources propres, cotisations, recettes d'événements et vente de produits du commerce solidaire, ces fonds ont permis de financer notre action, pour un total de plus de 100 000 euros. Si la principale force d'action de Génération Palestine restera toujours ses militants bénévoles, la mise sur pied d'un bureau avec un délégué général et deux volontaires a permis d'asseoir plus solidement l'administration du réseau et de nos projets.

Fondées sur le droit international, nos revendications sont celles des Palestiniens:

- Un Etat palestinien viable et souverain, sur l'intégralité des
- territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est comme capital
- Le droit au retour des réfugiés palestiniens
- La destruction du mur construit par Israël dans les territoires occupés
- Le démantèlement de toutes les colonies (450000 colons en Cisjordanie)

- La libération des 10 000 prisonniers politiques palestiniens
- Le boycott et des sanctions contre Israël.

## **Plateforme des ONG françaises pour la Palestine**

Fin 1993, dix associations françaises de solidarité internationale (AITEC, Association France Palestine, Association Médicale franco-palestinienne, Amnesty International, CCFD, Cedetim, Cimade, Enfants Réfugiés du Monde, Terre des Hommes, Vétérinaires sans Frontières) ont souhaité coordonner leurs actions afin d'accompagner la création d'un Etat palestinien par la promotion des principes d'Autodétermination, de Développement et de Solidarité. Engagées de longue date dans des actions de partenariat avec des ONG palestiniennes et israéliennes, ces dix associations ont donc décidé de créer la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine. En mettant en commun leurs informations, leurs expériences et leurs moyens, les associations membres visent à accroître l'efficacité de leurs actions respectives en direction du peuple palestinien. Elles œuvrent en ce sens en soutenant les actions et revendications de leurs partenaires palestiniens et israéliens, engagés en faveur d'une paix juste et durable pour les deux peuples.

Elles ont en commun l'adhésion à la charte de la Plateforme qui affirme *« la reconnaissance réciproque des États palestinien et israélien, la pleine réalisation des droits du peuple palestinien à l'autodétermination, la mise en œuvre des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, et une juste solution, fondée sur la légalité internationale, à la question des réfugiés. »*

La Plateforme poursuit 5 objectifs autour de trois axes fondamentaux : **Développement, Sensibilisation et Information** :

1. Participer au développement des Territoires palestiniens par des actions de partenariat avec les ONG palestiniennes et les coordinations qu'elles ont constituées ;
2. Soutenir les initiatives de ses partenaires palestiniens et israéliens en faveur d'une paix juste et durable et qui s'opposent à toutes les formes de discrimination et d'exclusion ;
3. Sensibiliser et informer l'opinion publique française aux droits du

peuple palestinien ;

4. Intervenir auprès des pouvoirs publics français et européens afin qu'ils prennent en compte l'aspiration de la société palestinienne à recouvrer ses droits légitimes.

5. Être un lieu d'échange d'information, de rencontre et de synergie entre les organisations françaises de solidarité internationale impliquées sur la Palestine.

### **Les Actions de la Plateforme**

Programmes de développement concertés

Depuis sa création, la Plateforme, avec l'appui du Ministère des Affaires étrangères français, favorise les échanges entre ONG françaises et palestiniennes et soutient des actions coordonnées sur des problématiques de développement comme l'enfance, la santé, l'éducation, l'agriculture... Elle vise également à appuyer les actions concrètes des ONG palestiniennes et à promouvoir la concertation entre elles et les services de l'Autorité palestinienne dans l'établissement des politiques de développement. En mai 2008, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine en partenariat avec 4 associations membres, a débuté le Programme inter-associatif « Enfance, Education, Jeu en Palestine » sur l'ensemble des Territoires palestiniens - Cisjordanie, bande de Gaza et Jérusalem. L'objectif global du programme est de contribuer, au sein d'un cadre de concertation franco-palestinien, à l'amélioration des conditions de vie des enfants entre 3 et 12 ans, en situation vulnérable dans les Territoires palestiniens.

Campagnes citoyennes pour la Paix et le Droit

Depuis sa création, la Plateforme mène et soutient, auprès de l'opinion publique française, des campagnes de sensibilisation aux conséquences de l'occupation et de la colonisation des Territoires palestiniens.

La Plateforme entretient des contacts réguliers avec les pouvoirs publics français et européens afin qu'ils agissent pour le respect et la mise en œuvre du droit international. Dans ses campagnes, la Plateforme demande au gouvernement français de rappeler, notamment au niveau de l'Union européenne et du Conseil de sécurité, la primauté du droit international et du respect des résolutions des Nations Unies relatives aux territoires palestiniens occupés et aux réfugiés palestiniens, ainsi que

de la IVème Convention de Genève concernant la protection des populations civiles en temps de guerre.

### Information

La Plateforme a pour objectif de diffuser et traiter l'information sur les Territoires palestiniens et Israël à destination de ses membres et du réseau de solidarité avec la Palestine, notamment par la production d'outils.

La Plateforme s'adresse aussi aux acteurs de la scène politique française dont l'objectif est de fournir aux élus une synthèse des informations à retenir sur l'actualité et les enjeux de la question israélo-palestinienne et de faciliter ainsi leur implication dans les débats liés à cette question.

## Glossaire

**AFPS** : Association France Palestine Solidarité (<http://www.france-palestine.org/>)

**AIC** : Alternative Information Center

(<http://www.alternativenews.org/english/> )

**AITEC** : Association International de Techniciens, Experts et Chercheurs

**Al phoenix** : Centre culturel du camp de Deisheh, Bethléém

(<http://www.regardeavue.com/phoenix/>?)

**BADIL** : Le Centre de Ressources pour le Droit à la Résidence et le Droit des Réfugiés palestiniens

(<http://www.badil.org/>)

**B'Tselem** : Centre d' Information Israélien pour les droit de l'Homme dans les territoires occupés.

( <http://www.btselem.org/> )

**CBSF** : Comité de Bienveillance et de Secours aux Palestiniens

**CCFD** : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement.

**C.E.M.E.A** : Centre d'entrainement aux Méthodes d'Éducation Active

(<http://www.cemea.asso.fr/> <http://www.cemea-pdll.org/> )

**Darna** : Centre qui développe des actions et activités socio-culturel, Napluse

( <http://www.darna-nablus.ps/>)

**FAL 44** (<http://www.fal44.org/>)

**FATAH** : organisation politique et militaire palestinienne fondée par Yasser Arafat.

**FPLP** : Front Populaire de Libération de la Palestine, organisation palestinienne militante.

**Francas** : ( <http://www.francas.asso.fr/> )

**F.R.M.J.C Bretagne** : Fédération Régional des Maisons des Jeunes et de la Culture. (<http://www.frmjcbretagne.org/> )

**GUPS** : General Union of Palestine Students

**HAMAS** : Mouvement politique et religieux palestinien.

**Knesset** : Parlement israélien.

**Martyr** : Les palestiniens appellent martyr toutes personnes dont la cause du décès est du à l'occupation.

**Mahmoud ABBAS** : Président de l'autorité palestinienne depuis 2005 et le Secrétaire général de l'O.L.P.

**Mossad** : Mossad signifiant l'« Institut » est l'une des trois agences de renseignement d'Israel

**O.L.P** : Organisation de libération de la Palestine composé de plusieurs organisation palestinienne dont le FATAH, FPLP.

**OMJ** : Office Municipal de la Jeunesse de Saint Nazaire ( <http://www.omj-saintnazaire.org/> )

**Plateforme des ONG françaises pour les Palestine** :

<http://www.plateforme-palestine.org/>

**P.C.S** : Popular comitee service

**Shabbat** : Septième jour de la semaine, réservé au repos,dans la religion juive.

**Solidarité Laïque** : <http://www.solidarite-laique.asso.fr/>

**Tsahal** : Armée Israélienne

**U.N.R.W.A** : (the United Nations Relief and Works Agency.) apporte assistance, protection et aide juridique pour plus de 4, 7 millions de réfugiés palestinien en Jordanie, Syrie, au Liban et dans les territoires occupés en Palestine.

### Photographies

- |   |  |
|---|--|
| P 11 : Check-point à l'entrée de la vieille ville, à Hebron   | P. 55 : Troupe de Danse Dabke du centre DARNA                                |
| P.13 : Dans une rue de la vieille ville d'Hebron, elle est grillagé, en hauteur, pour éviter de recevoir les déchets jetés par les Israéliens- habitants au dessus. | P.60 : Échange de jeunes de France et de Palestine.                          |
| P.16 : Camps de réfugiés de Deisheh, à Bethléem.  | P. 64 : Centre Al Phoenix, Camps de réfugiés de Deisheh, à Bethléem.         |
| P.26 : Une rue du camp de réfugiés de Balata, Napluse   | P.65 : Centre Darna, Napluse.  |
| P.30 : Maison détruite pour la création du mur, près de Tulkarem  | P.66 : Centre de Réhabilitation, Darna.                                      |
| P.37 : Photo du centre Al Phoenix, Bethléem, avec colonies au fond  | Couverture :   |
| P.45 : Check-point à Jérusalem.   | - « Clé » : Port avec la clé : symbole du droit au retour, Béthléem.         |
| P.24 : Mur vue d'une route réservée aux Israéliens et Israéliennes, alentours de Jérusalem.   | - Dessin du mur qui se casse : Check-point de Gilo, Bethléem/Jérusalem       |
|   | - Mur aux alentours de Jérusalem, au deuxième plan, on aperçoit une colonie. |
|   | - Le mur, avec dessin :  |
|   | - Des enfants:   |
| P.53 : Groupe de filles sur Napluse   |  |



Cet ouvrage est issu des recherches et des actions de solidarité internationale des CEMEA Pays de la Loire, mouvement d'éducation populaire.

Il est composé de textes présentant le contexte historique et politique de la situation palestinienne, de témoignages de palestiniens et palestiniennes rapportés par des militants et militantes des CEMEA qui se sont rendus en Cisjordanie et de documents produits par le réseau des associations luttant pour la reconnaissance des droits des palestiniens.

En passant par les témoignages que nous rapportons, des habitants prennent la parole sur des thèmes tels que les destructions de maisons, les prisonniers, les martyrs, le processus colonial, la situation des femmes, reprecisant le contexte de notre action et le sens de notre engagement.

Ce livre est pour nous l'occasion de poser la question de la place d'un mouvement d'éducation populaire dans un territoire en conflit en Palestine ou ailleurs...

N° ISSN

Prix 7€

